



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER



Marché co-financé
par le FSE +

MARCHE PUBLIC

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

POUVOIR ADJUDICATEUR :

FranceAgriMer

Adresse du siège : 12 rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

Adresse postale : TSA 20002 - 93555 Montreuil Cedex

Objet du marché

Marché public de fourniture :

Achat et livraison de produits alimentaires divers dans le cadre des crédits FSE+ accordés par la Commission européenne – Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 – Marché FSE + 2025 « Produits frais et surgelés »

Établi conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018
et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique

Consultation selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application
de l'article L. 2124-2 du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des candidatures/offres : **10 mars 2025 avant 12h**

Ce document est commun aux 14 lots du marché



FranceAgriMer

FSE + 2025
Produits frais et surgelés

Code Doc
CCAP

Page
1 / 51

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
CONTEXTE	5
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	6
ARTICLE 2 - PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ ET TECHNIQUE D'ACHAT	6
ARTICLE 2.1 ALLOTISSEMENT	6
ARTICLE 2.2 CHOIX DE LA PROCEDURE DE PASSATION	8
ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES	8
ARTICLE 3.1 PRESENTATION DES PARTIES CONTRACTANTES :	8
ARTICLE 3.2 RELATIONS CONTRACTUELLES	9
ARTICLE 3.2.1 RELATION ENTRE LE POUVOIR ADJUDICATEUR ET LE TITULAIRE DU MARCHÉ	9
ARTICLE 3.2.2 RELATION ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES ET LES ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES	9
ARTICLE 3.2.3 RELATION ENTRE LE TITULAIRE ET LES SOCIETES INTERVENANT DANS L'EXECUTION DU MARCHÉ	9
ARTICLE 3.3 DOCUMENTS CONTRACTUELS	9
ARTICLE 3.4 DUREE DU MARCHÉ	10
ARTICLE 3.5 LE PRIX	10
ARTICLE 3.5.1 FORME DU PRIX	10
ARTICLE 3.5.2 CONTENU DU PRIX	10
ARTICLE 3.5.3 ACTUALISATION DU PRIX	11
ARTICLE 3.5.4 CONSEQUENCES DE L'ACTUALISATION DE PRIX SUR LES QUANTITES A LIVRER	13
ARTICLE 3.6 OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	13
ARTICLE 3.6.1 RESPECT DE LA PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	13
ARTICLE 3.6.2 CONFIDENTIALITE	13
ARTICLE 3.7 RESPONSABILITE - ASSURANCES	14
ARTICLE 4 - EXECUTION DES PRESTATIONS	14
ARTICLE 4.1 RESPECT DE LA REGLEMENTATION RELATIVE A L'HYGIENE, LA SECURITE SANITAIRE ET COMMERCIALE	14
ARTICLE 4.2 CONTENU DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 4.2.1 DESCRIPTION DE LA PRESTATION ATTENDUE	15
ARTICLE 4.2.2 CARACTERISTIQUES DES EMBALLAGES ET DES ETIQUETTES	15
ARTICLE 4.3 CONTROLES DE CONFORMITE DEMANDES AU TITULAIRE DU MARCHÉ ET AU FABRICANT AVANT LA LIVRAISON DES DENREES AUX ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES	17
ARTICLE 4.3.1 LES CONTROLES RELATIFS A L'HYGIENE ET LA SECURITE SANITAIRE REALISES PAR LE TITULAIRE ET LE FABRICANT	17
ARTICLE 4.3.2 LES CONTROLES RELATIFS A LA COMPOSITION DES PRODUITS REALISES PAR LE TITULAIRE	21
ARTICLE 4.3.3 MISE A JOUR DU SYSTEME QUALITE DU TITULAIRE	24
ARTICLE 4.3.4 DEFAT DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS ASSOCIES AU SYSTEME DE QUALITE	25

ARTICLE 4.3.5 PROCEDURE EN CAS DE DETECTION OU DE SUSPICION DE NON-CONFORMITE	25
ARTICLE 4.4 MODALITES DE LIVRAISON DES PRESTATIONS	25
ARTICLE 4.4.1 CALENDRIER CONTRACTUEL DES LIVRAISONS	25
ARTICLE 4.4.2 CALENDRIER OPERATIONNEL DES LIVRAISONS	26
ARTICLE 4.4.3 PROCEDURE EN CAS DE NON-RESPECT DU CALENDRIER CONTRACTUEL	27
ARTICLE 4.4.4 PROCEDURE EN CAS DE NON-RESPECT DU CALENDRIER OPERATIONNEL	27
ARTICLE 4.4.5 CONDITIONS DE LIVRAISONS DES PRODUITS FINIS	27
ARTICLE 4.5 GARANTIES DE LA CONFORMITE DES DENREES ALIMENTAIRES	28
 ARTICLE 5 – CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	 29
ARTICLE 5.1 CONTROLES DE LA RECEPTION DES LIVRAISONS A LA CHARGE DES ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES	29
ARTICLE 5.1.1 NATURE ET DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION	29
ARTICLE 5.1.2 DECISIONS APRES VERIFICATIONS DE L’ASSOCIATION BENEFICIAIRE	29
ARTICLE 5.1.3 TRANSFERT DE PROPRIETE	30
ARTICLE 5.2 LES CONTROLES EFFECTUES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR	30
ARTICLE 5.2.1 PRINCIPE DES OPERATIONS DE VERIFICATION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR	30
ARTICLE 5.2.2 SUITES DES CONTROLES CONDUITS PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR	31
ARTICLE 5.3 CONTROLES ET AUDITS	31
 ARTICLE 6 – GESTION DES NON-CONFORMITES	 32
ARTICLE 6.1 PROCESSUS DE GESTION D’UNE NON-CONFORMITE RELATIVE AU CONDITIONNEMENT, AU MARQUAGE ET A L’EMBALLAGE DES PRODUITS, AU COLISAGE ET A LA PALETTISATION.	32
ARTICLE 6.2 PROCESSUS DE GESTION D’UNE NON-CONFORMITE SANITAIRE OU DE COMPOSITION	32
ARTICLE 6.2.1 SIGNALEMENT DE LA NON-CONFORMITE SANITAIRE OU DE COMPOSITION	32
ARTICLE 6.2.2 SUSPENSION DE LA DISTRIBUTION DES PRODUITS NON-CONFORMES PAR LES ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES.	32
ARTICLE 6.2.3 NOTIFICATION AU TITULAIRE DU MARCHE SUITE DE LA NON-CONFORMITE DETECTEE	33
ARTICLE 6.2.4 DEFINITION DU STATUT SANITAIRE DE LA NON-CONFORMITE RELEVEE SUR LE PRODUIT (APTITUDE A LA CONSOMMATION HUMAINE OU NON)	33
ARTICLE 6.2.5 GESTION DE LA NON-CONFORMITE DANS LE CAS OU LE PRODUIT NON CONFORME EST CONSOMMABLE D’UN POINT DE VUE SANITAIRE (HORS CAS DES PRODUITS NON CONFORMES, CONSOMMABLE D’UN POINT DE VUE SANITAIRE MAIS NON DISTRIBUABLE EN L’ETAT)	33
ARTICLE 6.2.6 GESTION DE LA NON-CONFORMITE DANS LE CAS OU LE PRODUIT NON CONFORME EST NON CONSOMMABLE D’UN POINT DE VUE SANITAIRE OU EST CONSOMMABLE MAIS NON DISTRIBUABLE EN L’ETAT	33
ARTICLE 6.3 REPARATION DOMMAGES	34
 ARTICLE 7 - EXECUTION FINANCIERE DU MARCHE	 35
ARTICLE 7.1 AVANCES	35
ARTICLE 7.2 LE PAIEMENT DES PRESTATIONS	35
ARTICLE 7.2.1 COMPOSITION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	35
ARTICLE 7.2.2 TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT PAR LE TITULAIRE	39
ARTICLE 7.2.4 DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	40
ARTICLE 7.3 CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	40
 ARTICLE 8 - MODIFICATION DU MARCHE	 41
ARTICLE 8.1 CLAUSES DE REEXAMEN	41
ARTICLE 8.1.1 CHANGEMENT D’INDICE DES PRIX	41
ARTICLE 8.1.2 MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION	41
ARTICLE 8.1.3 PROLONGATION DE LA DATE D’EXECUTION DES LIVRAISONS	41
ARTICLE 8.1.4 MODIFICATION OU AJOUT D’UN LIEU DE LIVRAISON	41

ARTICLE 8.1.5 MODIFICATION DU LABORATOIRE D'ANALYSE	42
ARTICLE 8.1.6 MODIFICATION D'UN INTERVENANT, D'UN MAILLON DE L'EXECUTION	43
ARTICLE 8.1.7 SUBSTITUTION D'UN PRODUIT FINI NON DISPONIBLE	43
ARTICLE 8.1.8 MODIFICATION DE LA FICHE LOGISTIQUE	43
ARTICLE 8.1.9 MODIFICATION DES EMBALLAGES ET/OU DES ETIQUETTES DES UNITES DE CONSOMMATION (UC), DES UNITES DE CONDITIONNEMENT (PCB) OU DES PALETTES	43
ARTICLE 8.2 CESSIION DU MARCHÉ	43

ARTICLE 9 – PENALITES **44**

ARTICLE 9.1 DISPOSITIONS GENERALES ET MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES	44
ARTICLE 9.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA REPARTITION DES LIVRAISONS PAR REGION ADMINISTRATIVE PREVUE AU CALENDRIER CONTRACTUEL	44
ARTICLE 9.3 PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA REPARTITION DES LIVRAISONS PREVUE AU CALENDRIER OPERATIONNEL	46
ARTICLE 9.4 PENALITES POUR LE NON-RESPECT DU DELAI DE RE-LIVRAISONS CONVENU AVEC LES ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES DANS LE CADRE DE LA GESTION DES NON-CONFORMITES DES ARTICLES 6.2	46
ARTICLE 9.5 PENALITES POUR NON-LIVRAISON	46
ARTICLE 9.6 PENALITES POUR NON-CONFORMITE DU PRODUIT LIVRE	46
9.6.1. PENALITES POUR MECONNAISSANCE DES MODALITES DE CONDITIONNEMENT, MARQUAGE DES PRODUITS, EMBALLAGE DES PRODUITS FINIS, COLISAGE OU PALETTISATION	46
9.6.2. PENALITES POUR NON-CONFORMITE DE COMPOSITION OU SANITAIRE DU PRODUIT	47
ARTICLE 9.7 PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA DATE LIMITE DE RECEPTION DES DEMANDES DE PAIEMENT	47
ARTICLE 9.8 PENALITE POUR NON TRANSMISSION DES MAQUETTES DES EMBALLAGES ET DES ETIQUETTES DE LIVRAISON DANS LE DELAI IMPARTI	47
ARTICLE 9.9 PENALITE POUR TRANSMISSION D'ANALYSES SANITAIRES ET/OU DE COMPOSITION NON CONFORMES SANS SIGNALEMENT AU POUVOIR ADJUDICATEUR	47
ARTICLE 9.10 DECOMPTE DES PENALITES	48
ARTICLE 9.11 NON APPLICATION DES PENALITES	48

ARTICLE 10 - RESILIATION **48**

ARTICLE 10.1 DISPOSITIONS GENERALES	48
ARTICLE 10.2 RESILIATION POUR MOTIFS D'INTERET GENERAL	48
ARTICLE 10.3 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHÉ	48
ARTICLE 10.4 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE DU MARCHÉ	49
ARTICLE 10.5 DECOMPTE DE RESILIATION	50

ARTICLE 11 - PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D'INTERET ET D'ATTEINTE A LA PROBITE **50**

ARTICLE 12 - LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION **50**

ANNEXES	51
ANNEXE 1 : DEMANDE D'AUTORISATION D'AJOUT D'UN LIEU DE LIVRAISON	51
ANNEXE 2 : MODELE FICHE DE SUIVI D'ANALYSE RELATIVE A L'HYGIENE ET A LA SECURITE SANITAIRE	51
ANNEXE 3 : TABLEAU DE VENTILATION DES LOTS DE FABRICATION	51
ANNEXE 4 : ETAT RECAPITULATIF DES LIVRAISONS	51
ANNEXE 5 : FICHE PRATIQUE SUR L'ETIQUETAGE DES DENREES ALIMENTAIRES	51
ANNEXE 6 : CLAUSES RELATIVES AUX DONNEES PROTEGEES	51
ANNEXE 7 : CHARTE DE DEONTOLOGIE DES ACHATS DE FRANCEAGRI MER	51

ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

Contexte

Dans le cadre de la programmation 2021-2027, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FSE +), créé par le règlement européen n°223/2014 du 11 mars 2014, est intégré dans un nouveau fonds : le fonds social européen plus (FSE+). Le règlement européen n°2021/1057 du parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 institue le FSE+. Il est complété par plusieurs règlements d'exécution et d'application.

Les actions soutenues par le FSE + seront reconduites, dans le cadre du FSE+, sous l'égide de l'objectif spécifique M « Lutter contre la privation matérielle : apporter aux personnes les plus démunies une aide alimentaire assortie de mesures d'accompagnement ».

Ce fonds européen permet une assistance non financière aux personnes les plus démunies par le biais d'une aide alimentaire et/ou d'une assistance matérielle de base, ainsi que des activités d'inclusion sociale visant à l'intégration sociale des plus démunis.

Pour la période 2021-2027, une enveloppe globale de 582 millions d'euros est réservée à la France par l'Union européenne, ce montant est complété, à hauteur de 10%, par des crédits nationaux, ce qui porte l'enveloppe à 647 millions d'euros.

En France, les crédits ont vocation à financer la distribution de denrées alimentaires gratuitement aux personnes les plus démunies. Les Associations Bénéficiaires (AB) jouent un rôle essentiel dans la fourniture de l'assistance et elles proposent aux bénéficiaires des mesures d'accompagnement autour de l'aide alimentaire, dans tous les champs de la solidarité (ateliers-cuisine, soutien scolaire, accès aux droits, aux vacances et loisirs...), pour aider les plus démunis à sortir de la pauvreté et/ou de la précarité.

Le programme français, qui définit les orientations stratégiques et le cadre d'actions retenus par la France pour la période 2021-2027 est principalement consacré à l'aide alimentaire. Il identifie plusieurs acteurs pour sa mise en œuvre :

- une autorité de gestion (AG) : la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) rattachée au ministère des solidarités de l'autonomie et des personnes handicapées ;
- un acheteur, FranceAgriMer (FAM), établissement public sous tutelle du ministère en charge de l'agriculture, qui se voit confier par l'AG la passation du marché d'achat de denrées et la gestion de sa bonne exécution (§ 3 de l'article 71 du règlement (UE) 2021/1060). Il est principalement chargé d'assurer l'achat de denrées alimentaires et d'assurer leur distribution aux Associations Bénéficiaires en appliquant le droit relatif aux marchés publics ;
- des Associations Bénéficiaires (AB), associations tête de réseau de l'aide alimentaire, qui assurent la distribution physique aux ayants droit ;

Et par ailleurs :

- FranceAgriMer (dit FranceAgriMer « gestionnaire »), qui procède à l'établissement des certificats de service fait et aux contrôles afférents ;
- une entité de la Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle (DGEFP) chargée d'assurer la mission de fonction comptable, en remplacement de l'ancienne autorité de certification sur la période 2014-2020 ;
- une autorité nationale d'audit, garante du bon fonctionnement des systèmes de gestion et de contrôle : l'Autorité nationale d'Audit pour les Fonds européens (AnAFé).

Article 1 - Objet du marché

Le marché a pour objet la fourniture et la livraison de **produits frais, surgelés ou congelés, dont la liste est détaillée ci-après à l'article 2.1**, destinés aux Associations Bénéficiaires (associations caritatives) en vue de leur distribution aux plus démunis dans le cadre des crédits **FSE+** accordés par la Commission européenne, Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.

Les Associations bénéficiaires des produits sont désignées par arrêté du 3 décembre 2021, à savoir :

- CROIX ROUGE FRANÇAISE (CRF),
- FÉDÉRATION FRANÇAISE DES BANQUES ALIMENTAIRES (FFBA),
- RESTAURANTS DU CŒUR (RDC),
- SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS (SPF).

La fourniture et la livraison de chaque produit doit faire l'objet d'une offre complète tous frais compris.

Article 2 - Procédure de passation du marché et technique d'achat

Article 2.1 Allotissement

Conformément aux articles L2113-10 et R2113-1 du code de la commande publique, le présent marché est alloti ; il est passé en **14 lots**.

Le présent marché permet la fourniture de divers produits alimentaires à partir d'une dotation financière.

Désignation par lot du produit fini attendu en contrepartie de dotations financières :

N° lot FSE+	Produit	Association bénéficiaire	Dotation financière allouée au marché HT
526	Beurre doux congelé	RDC	591 000,00 €
527	Cuisses déjointées et filets surgelés de poulet certifié (CCP)	RDC	720 000,00 €
528	Filets de lieu noir surgelés	RDC	2 942 000,00 €
529	Steak haché surgelé de bœuf 15% MG	RDC	1 950 000,00 €
530	Beurre doux congelé	SPF	1 859 000,00 €
531	Cuisses déjointées et filets surgelés de poulet certifié (CCP)	SPF	785 000,00 €
532	Emmental	SPF	1 192 000,00 €
533	Filets de lieu noir surgelés	SPF	1 319 000,00 €
534	Steak haché surgelé de bœuf 15% MG	SPF	1 727 000,00 €
535	Beurre doux congelé	FFBA/CRF	1 809 000,00 €
536	Cuisses déjointées et filets surgelés de poulet certifié (CCP)	FFBA/CRF	1 772 000,00 €
537	Emmental	FFBA	962 000,00 €
538	Filets de lieu noir surgelés	FFBA/CRF	1 797 000,00 €
539	Steak haché surgelé de bœuf 15% MG	FFBA/CRF	2 297 000,00 €

Le descriptif technique des lots figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Chaque lot du marché est conclu pour la dotation financière allouée HT indiquée ci-dessus. A l'acte d'engagement du marché est porté l'engagement du titulaire de couvrir la dotation budgétaire du marché. Ainsi, Le titulaire s'engage à être en mesure de livrer les quantités au prix unitaire indiqué dans l'acte d'engagement à hauteur de la valeur de la dotation allouée indiquée dans le tableau ci-dessus.

Article 2.2 Choix de la procédure de passation

Ainsi, la valeur estimée étant supérieure au seuil européen, la procédure de passation est celle de l'appel d'offre ouvert, en vertu des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du code de la commande publique.

Article 3 - Dispositions générales

Article 3.1 Présentation des parties contractantes :

Les parties contractantes du présent marché sont les suivantes :

Le Pouvoir adjudicateur :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, dont le siège est situé à 12, rue Henri Rol-Tanguy à Montreuil (93) représenté par sa Directrice générale, son Directeur Général, Monsieur Martin Gutton et tout délégataire de droit. FranceAgriMer est un Etablissement public de l'Etat chargé, entre autres, de mettre en œuvre en France le volet « achat de denrées » du programme opérationnel national établi par l'Etat dans le cadre du règlement (UE) n° 2021/1057 du parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE+.

Le Titulaire :

Le Titulaire marché, désigné dans le présent document sous ce terme, conclut le marché avec le Pouvoir adjudicateur. Dès la notification, le Titulaire désigne nommément une ou plusieurs personnes physiques habilitées à la représenter auprès du Pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Quand le marché est attribué au Titulaire qui n'est pas le fabricant, **le Titulaire est responsable du respect des obligations qui incombent au fabricant, notamment en matière d'hygiène et de composition des denrées alimentaires.**

On entend par fabricant, une société ou un groupe qui peut comporter plusieurs sociétés, distribuant un produit uniforme, tant sur le contenu que sur le contenant (même recette, même emballage, même marque commerciale, etc.). Le fabricant peut proposer plusieurs sites de fabrication appartenant à sa société ou à son groupe.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Pouvoir adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 3.2 Relations contractuelles

Article 3.2.1 Relation entre le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire du marché

Conformément à l'article R. 2182-4 du code de la commande publique, le marché est conclu à compter de la date de réception de la notification au Titulaire du marché ; celle-ci s'effectue via la PLACE (plateforme dématérialisée des achats de l'Etat).

La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes. Elle est effectuée par tous moyens (y compris dématérialisée). En tout état de cause, le moyen utilisé doit permettre de déterminer de façon certaine la date d'envoi et de réception de la décision ou de l'information.

Article 3.2.2 Relation entre les parties contractantes et les Associations Bénéficiaires

Les denrées sont achetées via ce marché pour les Associations Bénéficiaires qui sont en charge de leur distribution auprès des plus démunis, les bénéficiaires finaux du FSE +.

Le Pouvoir adjudicateur a conclu une convention de partenariat avec chaque Association Bénéficiaire destinataire des denrées achetées par le Pouvoir adjudicateur via le présent marché.

Les denrées alimentaires sont livrées directement au sein des entrepôts de stockage et des centres de distributions issus des Associations Bénéficiaires dont les adresses seront transmises au Titulaire après la notification du marché (Cf CCTP).

Ainsi, les Associations Bénéficiaires sont en contact direct avec le Titulaire du marché afin d'organiser les livraisons de la marchandise (articles 4.4.2, 4.4.4 et 4.4.5 du CCAP) et ont pour rôle de réceptionner et de contrôler la marchandise réceptionnée en vue de la distribuer aux plus démunis (article 5.1 du CCAP).

Les Associations Bénéficiaires peuvent constater des non-conformités sur les produits et les signaler au Pouvoir adjudicateur, qui applique alors les clauses contractuelles prévues en cas de non-conformité.

Article 3.2.3 Relation entre le Titulaire et les sociétés intervenant dans l'exécution du marché

Le rôle de chacune des parties intervenant à l'exécution du présent marché (courtier, transporteur, conseil, fabricant...) à qui le Titulaire fait appel est défini dans l'offre du Titulaire. Toute modification d'un intervenant dans l'exécution du marché doit faire l'objet d'une communication au Pouvoir adjudicateur (cf. articles 3.1 et 8.1.6 du CCAP).

L'absence de mention d'une ou plusieurs parties qui serai(en)t constatée(s) lors de l'exécution du marché peut valoir rupture du contrat par le Pouvoir adjudicateur (cf. article 10 Résiliation du CCAP).

Le Titulaire du marché s'assure auprès des intervenants du respect de la réglementation en vigueur et de l'ensemble des obligations citées dans le CCAP et le CCTP du présent marché.

Article 3.3 Documents contractuels

Les documents contractuels du marché sont les suivants par ordre de priorité :

1. l'acte d'engagement (incluant l'offre financière), complété, daté et signé ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché et ses annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

3. le cahier des clauses techniques particulières du marché (CCTP) ;
4. la proposition technique du Titulaire présentant de façon détaillée les modalités de réalisation des prestations faisant l'objet du marché (fiche produit, fiche logistique, annexe 1.4 et 1.4.1 ou 1.4.2 définies au règlement de la consultation).

Toute condition générale de vente du Titulaire contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Cet ordre de priorité s'appliquera en cas de contradiction ou de différence entre les éléments du marché susvisés.

Seules les pièces détenues par le Pouvoir adjudicateur font foi.

Article 3.4 Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de sa date de sa notification. Il prend fin **au 31 décembre 2027**.

La date de fin de gestion du présent marché est fixée au 31 décembre 2027.

Les livraisons sont réparties de la manière suivante :

- Période n°1 (P1) : livraisons situées entre le **01/09/2025** et le **31/01/2026**;
- Période n°2 (P2) : livraisons situées entre le **01/03/2026** et le **31/07/2026**.

Date de fin de facturation :

- Le Titulaire du marché transmet les demandes de paiement, au plus tard le **31 décembre 2026**

Article 3.5 Le prix

Article 3.5.1 Forme du prix

Le prix du marché est en euros ; fixé à l'acte d'engagement complété et signé par le Titulaire, **le prix est unitaire et actualisable**.

Article 3.5.2 Contenu du prix

Le Titulaire s'engage à la fourniture / livraison d'un volume de produits permettant de couvrir le montant total de la dotation financière allouée du lot du marché concerné.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement les prestations du marché, les frais afférents à la fabrication, au conditionnement (emballage, étiquetage ...), à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (frais de contrôles cités à l'article 4.3 du CCAP, administratifs, etc...), les marges pour risque et les marges bénéficiaires. De même, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le Titulaire ou par le retard du Titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Toutes les taxes ou frais qui pourraient être exigés lors d'une livraison dans les Départements et Régions d'Outre-Mer, ne seront en aucun cas pris en charge par le Pouvoir adjudicateur. Le transport des denrées est régi par les us et coutumes du transport maritime.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient du rejet des prestations sont également à la

 FranceAgriMer	FSE + 2025 Produits frais et surgelés	Code Doc CCAP	Page 10 / 51
--	--	--------------------------------	-------------------------------

charge du Titulaire.

Les montants du marché sont assujettis à la TVA en vigueur. Pour le Titulaire établi hors France, le montant de la TVA étant auto liquidé par le Pouvoir adjudicateur au taux en vigueur en France, c'est le montant HT de la prestation qui est versé au Titulaire.

Le Titulaire établi en dehors de l'Union Européenne, prend seul en charge l'ensemble des opérations nécessaires à l'importation des denrées relevant du marché conclu avec l'Etablissement au sein de l'Union Européenne. Les frais correspondants sont inclus dans le prix proposé et ne peuvent être facturés séparément. Le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation du marché telle que prévue à l'article 10.4 du présent document.

L'offre du titulaire mentionne la décomposition du prix proposé afin de faire apparaître d'une part, le montant des frais logistiques (stockage, transport et manutention) et d'autre part, le montant des denrées alimentaires pour le montant total de l'enveloppement budgétaire du lot du marché concerné.

Article 3.5.3 Actualisation du prix

Le prix est actualisable, **à la hausse comme à la baisse**, si un délai de plus de trois mois s'est déroulée entre le moment où le titulaire a formalisé ses prix et le début d'exécution des prestations, aux conditions économiques, de trois mois, antérieures au début d'exécution des prestations. Les prestations débutent à la notification du marché.

L'actualisation intervient à la date de notification du marché et s'effectue au moyen de la formule suivante :

Beurre doux congelé

$$Pr = Po \times (RNM_R / RNM_o)$$

Pr : Prix révisé

Po : Prix initial

- **RNM_R** : Dernière valeur définitive de la **cotation RNM** du produit « **BEURRE doux 82% MG plaquette 250g** »* pour la restauration collective (France – cours grossistes) - connue 3 mois avant la date de notification du marché.

RNM_o : Dernière valeur définitive de la **cotation RNM** du produit « **BEURRE doux 82% MG plaquette 250g** »* pour la restauration collective (France – cours grossistes) - connue à la date d'établissement des prix, soit à la date de remise des offres..

* Indice publié par RNM (Réseau des Nouvelles des Marchés) de FranceAgriMer - <https://rnm.franceagrimer.fr/prix>

Cuisses déjointées et filets surgelés de poulet certifié (CCP)

$$Pr = Po \times (RNM_R / RNM_o)$$

Pr : Prix révisé

Po : Prix initial

- **RNM_R** : Dernière valeur définitive de la **cotation RNM** du produit surgelé « **Cuisses déjointées et filets de poulet, France** »* pour la restauration collective connue 3 mois avant la date de notification du marché.

RNM_o : Dernière valeur définitive de la **cotation RNM** du produit surgelé « **Cuisses déjointées et filets de poulet, France** »* pour la restauration collective connue à la date d'établissement des prix, soit à la date de remise des offres..

* Indice publié par RNM (Réseau des Nouvelles des Marchés) de FranceAgriMer - <https://rnm.franceagrimer.fr/prix>

Emmental

$$Pr = Po \times (PPIF_{N1} / PPIF_{N0})$$

Pr : Prix révisé

Po : Prix initial

- **PPIF N1** : Dernière valeur définitive de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.51 – Emmental en portions préemballées (code 010764073)* - connue 3 mois avant la date de notification du marché.

PPIF N0 : Dernière valeur définitive de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.51 – Emmental en portions préemballées (code 010764073)* - connue à la date d'établissement des prix, soit à la date de remise des offres..

* Indice publié par l'INSEE - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764073>

Filets de lieu noir surgelés

$$Pr = Po \times (RNM_R / RNM_o)$$

Pr : Prix révisé

Po : Prix initial

- **RNM_R** : Dernière valeur définitive de la **cotation RNM** du produit surgelé « **Filets de lieu noir congelé** »* pour la restauration collective connue 3 mois avant la date de notification du marché.

RNM_o : Dernière valeur définitive de la **cotation RNM** du produit surgelé « **Filets de lieu noir congelé** »* pour la restauration collective connue à la date d'établissement des prix, soit à la date de remise des offres..

* Indice publié par RNM (Réseau des Nouvelles des Marchés) de FranceAgriMer - <https://rnm.franceagrimer.fr/prix>

Steak haché surgelé de bœuf 15% MG

$$Pr = Pp \times (RNM_R / RNM_o)$$

Pr : Prix révisé

Po : Prix initial

- **RNM_R** : Dernière valeur définitive de la **cotation RNM** du produit surgelé « **Steaks hachés 15% matière grasse UE** »* pour la restauration collective connue 3 mois avant la date de notification du marché.
- **RNM_o** : Dernière valeur définitive de la **cotation RNM** du produit surgelé « **Steaks hachés 15% matière grasse UE** »* pour la restauration collective connue à la date d'établissement des prix, soit à la date de remise des offres..

* Indice publié par RNM (Réseau des Nouvelles des Marchés) de FranceAgriMer - <https://rnm.franceagrimer.fr/prix>

Article 3.5.4 Conséquences de l'actualisation de prix sur les quantités à livrer

Si le prix est actualisé à la baisse, il s'ensuivra une augmentation de la quantité à livrer par rapport à celle notifiée dans le cadre du présent marché .

Une actualisation du prix à la hausse s'effectue en valeur, il s'ensuivra une diminution de la quantité à livrer par rapport à celle issue de l'offre initiale du fournisseur.

Article 3.6 Obligations générales du Titulaire

Article 3.6.1 Respect de la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail

Le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombe en sa qualité d'employeur. Le personnel du Titulaire reste sous son autorité hiérarchique et sous son entière responsabilité.

Il doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail ratifiées par la France. Le Titulaire du marché doit être en mesure de justifier le respect de cette clause, en cours d'exécution du marché sur simple demande du Pouvoir adjudicateur. Le non-respect de cette clause peut entraîner la résiliation du marché pour faute du Titulaire, conformément à l'article 10.4 du CCAP.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du code du travail, un agent de contrôle informe le Pouvoir adjudicateur de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, celui-ci enjoint le Titulaire de faire cesser la situation. Le Titulaire dispose d'un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure pour apporter la preuve qu'il a régularisé sa situation. A défaut, le marché peut être résilié pour faute du Titulaire conformément à l'article 10.4 du CCAP sans que celui-ci puisse prétendre à des indemnités.

Article 3.6.2 Confidentialité

Le Titulaire, le Pouvoir adjudicateur et les Associations Bénéficiaires qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations, de documents ou d'éléments de toute nature, signalées comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du Pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces

informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître le contenu. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

L'annexe 6 au présent document présente les dispositions à respecter par les parties au marché en matière de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Article 3.7 Responsabilité - Assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances lui permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Pouvoir adjudicateur et des tiers (telles que les Associations Bénéficiaires), victimes d'accidents ou de dommages causées par l'exécution des prestations.

Le Titulaire justifie avoir souscrit une **assurance responsabilité civile (d'exploitation et après-livraison), professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle** pour des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés tant au Pouvoir adjudicateur qu'à tout tiers dans l'exécution du présent contrat.

Il remet à ce titre, préalablement à la notification du présent marché, une attestation d'assurance.

Le Titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance couvrant les dommages survenus en France et ne doit pas contenir de clause de territorialité limitant un recours auprès de l'assureur pour toutes les conséquences pécuniaires de sa **responsabilité civile**.

Ainsi, le Titulaire doit être en mesure, à tout moment durant l'exécution du marché, de produire cette attestation sans délai à compter de la réception de cette demande. Par ailleurs, le Titulaire s'engage à informer expressément le Pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance. A défaut, le marché peut être résilié pour faute du Titulaire conformément à l'article 10.4 du présent document sans que celui-ci puisse prétendre à des indemnités.

Article 4 - Exécution des prestations

Article 4.1 Respect de la réglementation relative à l'hygiène, la sécurité sanitaire et commerciale

Les produits alimentaires livrés doivent respecter les obligations relatives à l'hygiène, à la sécurité sanitaire et commerciales en vigueur au moment de la publication et de l'exécution du marché notamment contenues dans les dispositions suivantes :

- [Règlement \(UE\) 1337/2013 du 13 décembre 2013](#) du Parlement européen et du Conseil sur l'indication du pays d'origine ou du lieu de provenance pour les viandes fraîches, réfrigérées et congelées des animaux des espèces ovines, caprines, porcines et des volailles ;
- [Règlement \(UE\) n°1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011](#), modifié, relatif à l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires ;
- [Règlement \(CE\) n°2073/2005 de la Commission du 15 novembre 2005](#) modifié concernant les critères microbiologiques applicables aux denrées alimentaires ;

- Règlement (UE) 2023/915 de la Commission du 25 avril 2023 concernant les teneurs maximales pour certains contaminants dans les denrées alimentaires et abrogeant le règlement (CE) 1881/2006 ;
- Normes relatives à l'hygiène et à la sécurité sanitaire en vigueur dans l'Union Européenne (paquet hygiène <https://agriculture.gouv.fr/la-reglementation-sur-lhygiene-des-aliments>) ;
- Décret n°2015-447 du 17 avril 2015 relatif à l'information des consommateurs sur les allergènes et les denrées alimentaires non préemballées ;
- Décret n°2014-1489 du 11 décembre 2014 modifiant le code de la consommation en ce qui concernant notamment l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires ;
- Code de la consommation ;
- Normes du Codex Alimentarius.

Le Titulaire du marché est responsable du respect de la réglementation en vigueur, quand bien même il ne serait pas lui-même le fabricant du ou des produit(s) objet(s) du marché.

Article 4.2 Contenu des prestations

Article 4.2.1 Description de la prestation attendue

Le Titulaire du marché doit fournir et livrer les produits finis décrits dans l'article 1 du CCTP respectant les caractéristiques de conditionnement de l'article 2 du CCTP pour lesquels il a été retenu.

Pour rappel, une denrée alimentaire ne peut être commercialisée que si elle est accompagnée d'une mention qui permet d'identifier le lot de fabrication auquel elle appartient, en vertu des articles R412.1 à R412.6 du code de la consommation.

Afin de réaliser la prestation, le Titulaire du marché peut :

- Fabriquer des denrées ou acheter auprès d'entreprises tierces les produits composant les lots du marché ;
- Recourir à une entreprise tierce pour assurer la livraison des lots du marché aux Associations Bénéficiaires ou assurer la livraison avec ses propres moyens.

Pour des raisons de traçabilité de la chaîne de livraison des denrées alimentaires, toutes les entreprises qui interviennent dans l'exécution du marché sont portées dans l'offre du titulaire qui doit informer le Pouvoir adjudicateur en cas de modification d'un maillon de la chaîne d'exécution (article 8.1.6 du présent document).

Néanmoins, **le Titulaire du marché est le seul responsable de l'exécution du marché**. En l'espèce, il est l'interlocuteur unique du Pouvoir adjudicateur et porte l'obligation de fourniture des produits conformes aux exigences exposées dans le marché (Acte d'engagement, CCAP et CCTP).

Article 4.2.2 Caractéristiques des emballages et des étiquettes

4.2.2.1 Transmission des maquettes des emballages et des étiquettes de livraison

Le Titulaire doit transmettre au Pouvoir adjudicateur l'étiquette des unités de consommation (UC), des colis de regroupement (cartons) et des palettes **au plus tard 30 jours calendaires après la notification** aux coordonnées communiquées dans le document de notification.

 FranceAgriMer	FSE + 2025 Produits frais et surgelés	Code Doc CCAP	Page 15 / 51
--	--	-------------------------	------------------------

Le Pouvoir adjudicateur peut demander toute modification sur les emballages et les étiquetages proposés, au regard des obligations exposées au présent CCAP et au CCTP.

Aucune livraison ne peut intervenir avant validation des emballages et des étiquettes par le Pouvoir adjudicateur.

En cas de non transmission de l'étiquette des unités de consommation (UC), des colis de regroupement (cartons) et des palettes, constatée au-delà de 30 jours calendaires suivant la date de notification du marché, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer la pénalité prévue à l'article 9.8 du présent document.

4.2.2.2 Etiquetage et emballage de l'UC (UC : Unité de Consommation)

L'étiquetage unitaire (y compris les informations présentes sur l'étiquetage) du produit (UC : unité de consommation) transmis par le Titulaire conformément à l'article 4.2.2.3 du présent document doit :

- être conforme à l'article 1 «Référentiels produits» et à l'article 2 «Référentiel logistique» du CCTP ;
- comporter les informations obligatoires définies notamment par les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n°1169/2011 du 25 octobre 2011 (dit INCO) concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires et (UE) n°1337/2013 du 13 décembre 2013 portant modalités d'application du règlement précité en ce qui concerne l'indication du pays d'origine ou du lieux de provenance des viandes fraîches, réfrigérées et congelées, le code de la consommation français et la réglementation spécifique associée (cf. **annexe 5 du CCAP «Fiche pratique sur l'étiquetage des denrées alimentaires élaborée par la DGCCRF» datée de juillet 2020**). Le respect de ces textes par le Titulaire est sans préjudice du respect d'autres textes officiels pouvant s'appliquer en la matière.

Pour tout renseignement complémentaire, le Titulaire peut se rapprocher des services de l'Etat compétents.

- être conforme à la maquette validée par le Pouvoir adjudicateur ;
- **ne pas comporter de mention à caractère religieux.**

L'emballage de l'UC transmis au Pouvoir adjudicateur conformément à l'article 4.2.2.3 du présent marché doit être équivalent aux emballages des produits commercialisés en France (hors marquage rendu obligatoire par le « Référentiel logistique » article 2 du CCTP). Ces emballages doivent comporter un **visuel du même type que les visuels utilisés dans les circuits de distribution traditionnels. Un emballage d'UC dont les couleurs seraient uniquement le noir et le blanc sera refusé par le Pouvoir adjudicateur.**

4.2.2.3 Etiquetage et emballage du colis/carton et de la palette

Pour chaque emballage de livraison (colis/cartons et palette), le marquage de groupement (colis/cartons) et l'étiquetage des palettes doivent être conformes à l'article 2, « Référentiel logistique », du CCTP, en tenant compte des spécificités éventuelles qui peuvent exister selon les obligations logistiques et commerciales de chaque produit du marché.

Le marquage de groupement et l'étiquetage des palettes doivent être conformes aux maquettes validées par le Pouvoir adjudicateur.

Aucune mention à caractère religieux ne doit apparaître sur les emballages de livraison.

 FranceAgriMer	FSE + 2025 Produits frais et surgelés	Code Doc CCAP	Page 16 / 51
--	--	--------------------------------	-------------------------------

4.2.2.4 Respect des caractéristiques d'emballage et d'étiquetage

Le Titulaire doit livrer les produits objets du marché conformément aux caractéristiques décrites ci-dessus.

En cas de livraison dans un emballage et/ou avec une étiquette non conformes aux maquettes validées par le Pouvoir adjudicateur, les pénalités prévues par l'article 9.6.1 du présent CCAP sont appliquées.

Article 4.3 Contrôles de conformité demandés au Titulaire du marché et au fabricant avant la livraison des denrées aux Associations Bénéficiaires

Le Titulaire du marché s'engage à livrer aux Associations Bénéficiaires des produits conformes :

- qui respectent la réglementation en vigueur ainsi que les exigences du marché en matière d'hygiène et de sécurité sanitaire des denrées alimentaires (cf. articles 4.1 et 4.3.1 du CCAP) ;
- dont toutes les caractéristiques sont conformes à la réglementation relative à la composition **et** à la fiche produit remise à l'appui de son offre (cf. articles 4.1 et 4.3.2 du CCAP).

Dans le cas où le marché ne stipule aucune exigence particulière concernant l'hygiène, la sécurité sanitaire ou tout autre caractéristique d'un produit, c'est la réglementation en vigueur qui s'applique.

En cas de suspicion ou de détection de non-conformité, la charge de la preuve de la conformité du lot FSE + appartient au Titulaire. Il revient donc au Titulaire du marché de démontrer quel(s) est (sont) le(s) lot(s) de fabrication concerné(s) par cette non-conformité ou suspicion de non-conformité.

Afin de s'assurer de la conformité des produits à livrer, le Titulaire doit disposer, outre des contrôles réalisés par son fabricant, de son propre système de gestion de la qualité comprenant :

- d'une part, la réalisation de contrôles relatifs à l'hygiène et à la sécurité sanitaire des denrées tels que prévus par l'article 4.3.1 du CCAP,
- et d'autre part, la réalisation de contrôles relatifs à la composition des denrées tels que prévus par l'article 4.3.2 du CCAP.

Le système de gestion de la qualité du Titulaire doit être établi par lot du marché FSE + et à l'échelle du lot de fabrication. Le système de gestion de la qualité du Titulaire est indépendant de celui du fabricant. Il ne peut pas reposer exclusivement sur les contrôles réalisés par le fabricant.

Les autocontrôles du Titulaire reposent sur la mise en œuvre de prélèvements dans le but de réaliser des analyses relatives à l'hygiène, à la sécurité sanitaire et à la composition du produit.

Le Titulaire met en œuvre toutes les vérifications nécessaires à sa charge (coût des prélèvements, des analyses et de la quantité de produit nécessaires). Il tient compte de la durée nécessaire à la réalisation des prélèvements avant expédition, dans le respect de(s) calendrier(s) de livraisons prévu(s) par les Associations Bénéficiaires.

Article 4.3.1 Les contrôles relatifs à l'hygiène et la sécurité sanitaire réalisés par le Titulaire et le fabricant

Les contrôles relatifs à l'hygiène et la sécurité sanitaire réalisés par le fabricant doivent respecter la réglementation en vigueur.

 FranceAgriMer	FSE + 2025 Produits frais et surgelés	Code Doc CCAP	Page 17 / 51
--	--	--------------------------------	-------------------------------

Des contrôles relatifs à l'hygiène et à la sécurité sanitaire des denrées doivent être réalisés **obligatoirement avant chaque livraison aux Associations Bénéficiaires** pour les lots du marché FSE + suivants :

Lots FSE +	Produits finis
527, 531, 536	Cuisses déjointées et filets surgelés de poulet certifié (CCP)
528, 533, 538	Filets de lieu noir surgelés
529, 534, 539	Steak haché surgelé de bœuf 15% MG

4.3.1.1 Rôle du Titulaire

▪ **Si le Titulaire n'est pas le fabricant :**

Le Titulaire est responsable de la conformité du produit livré. Il doit effectuer des contrôles sur chaque lot du marché qui lui a été attribué.

Il s'engage donc à ce que son fabricant respecte :

- La réglementation en matière d'hygiène et de sécurité sanitaire ;
- Les modalités de contrôles spécifiques définies au présent article, y compris le plan de contrôle défini et le plan d'échantillonnage prévus à l'article 4.3.1.2 du CCAP. Les contrôles spécifiques doivent être réalisés **obligatoirement avant chaque livraison aux Associations Bénéficiaires** selon la fréquence définie.

En complément des contrôles relatifs à l'hygiène et la sécurité sanitaire réalisés par son fabricant, le Titulaire doit établir un système qualité qui définit une analyse de risque et un plan de contrôles à mettre en œuvre. L'application de ce plan de contrôles doit lui permettre de démontrer la conformité du produit livré à l'échelle du lot de fabrication.

Le plan de contrôles se traduit par la mise en place d'un plan d'échantillonnage ciblé. Ce plan de contrôles précise la fréquence d'analyses de chacun des critères et le nombre de lots de fabrication concernés, dans le respect des modalités prévues à l'article 4.3.1.2 du CCAP. Les contrôles du Titulaire doivent être réalisés **obligatoirement avant chaque livraison aux Associations Bénéficiaires**.

Les analyses réalisées par le Titulaire doivent être effectuées par un laboratoire indépendant. Quand il existe une certification nationale ou internationale pour la méthode d'analyse d'un critère, le laboratoire doit être accrédité COFRAC (ou équivalent) pour cette méthode.

▪ **Si le Titulaire est le fabricant :**

Le Titulaire est responsable de la conformité du produit livré. Il doit effectuer des contrôles sur chaque lot du marché qui lui a été attribué.

Il s'engage donc à respecter :

- La réglementation en matière d'hygiène et de sécurité sanitaire ;

- Les modalités de contrôles spécifiques définies au présent article, y compris le plan de contrôle défini et le plan d'échantillonnage prévus à l'article 4.3.1.2 du CCAP. Les contrôles spécifiques doivent être réalisés **obligatoirement avant chaque livraison aux Associations Bénéficiaires** selon la fréquence définie.

4.3.1.2 Plans de contrôle à mettre en œuvre : critères minimums à analyser

Les plans de contrôle doivent au minimum inclure les critères d'analyse et les fréquences de contrôle prévus ci-dessous.

1. Plan de contrôle à respecter pour les cuisses déjointées et filets surgelés de poulet certifié (CCP) (lots FSE+ n° 527, 531, 536)

Micro-organismes	Plans d'échantillonnage (1)				Limites		Méthode d'analyse de référence	Stade d'application du critère
	Fréquence de prélèvement pour le fabricant	Fréquence de prélèvement pour le Titulaire (s'il n'est pas fabricant)	n	c	m	M		
Salmonella Typhimurium et Salmonella Enteritidis	Hebdomadaire	Echantillonnage à définir en fonction du nombre de lot de fabrication et du risque identifié	5	0	Non détecté dans 25 grammes		EN ISO 6579-1 (recherche) – Schéma de WhiteKaufmann-Le Minor (sérotypage)	Produits mis sur le marché pendant leur durée de conservation

(1) n = nombre d'unités constituant l'échantillon ; c = nombre d'unités d'échantillonnage donnant des valeurs comprises entre m et M.

2. Plan de contrôle à respecter pour les filets de lieu noir surgelés (lots FSE+ n°528, 533, 538)

	Plans d'échantillonnage (1)				Limites		Méthode d'analyse
	Fréquence de prélèvement pour le fabricant	Fréquence de prélèvement pour le Titulaire (s'il n'est pas fabricant)	n	c	m	M	
ABVT (azote basique volatil total) sur matière fraîche	Pour chaque lot de fabrication	Echantillonnage à définir en fonction du nombre de lot de fabrication et du risque identifié	1 (2)	0	≤ 35 mg d'azote par 100g de chair		Annexe VI chapitre II du règlement (UE) n°2019/627 de la Commission du 15 mars 2019
Parasites visibles	Pour chaque lot de fabrication	Echantillonnage à définir en fonction du nombre de lot de fabrication et du risque identifié	1	0	Absence		Contrôle visuel (annexe II section I chapitre 2 du règlement (CE) n°2074/2005 de la Commission du 5 décembre 2005

(1) n = nombre d'unités constituant l'échantillon ; c = nombre maximal d'unités d'échantillon pouvant présenter des valeurs comprises entre m et M.

(2) L'échantillon doit consister en 100g de chair environ, prélevés en trois endroits différents au moins et mélangés par broyage conformément au chapitre II de l'annexe VI du règlement (UE) n°2019/627 de la Commission du 15 mars 2019.

3. Plan de contrôles à respecter pour les steaks hachés surgelés (lots FSE + n°529, 534, 539)

Micro-organismes	Plans d'échantillonnage (1)				Limites		Méthode d'analyse de référence Ou alternatives validées par AFNOR	Stade d'application du critère
	Fréquence de prélèvement pour	Fréquence de prélèvement pour le Titulaire (s'il n'est pas	n	c	M	M		

	le fabricant	fabricant)					Certification	
SALMONELLA (toutes souches)	Hebdomadaire	Echantillonnage à définir en fonction du nombre de lot de fabrication et du risque identifié	5	0	Non détecté dans 10 grammes		EN/ISO 6579-1	Produits mis sur le marché pendant leur durée de conservation
E. coli producteurs de shigatoxines (STEC) O157:H7 ayant les gènes de virulence <i>stx1</i> et/ou <i>stx2</i> , et <i>eae</i>	Pour chaque mée (2)	Echantillonnage à définir en fonction du nombre de lot de fabrication et du risque identifié	1	0	Absence dans 25 grammes		CEN/ISO TS 13136:2012	Produits mis sur le marché pendant leur durée de conservation
E. coli producteurs de shigatoxines (STEC) O26:H11 ; O103:H2 ; O111:H8 ; O145:H28 ayant les gènes de virulence <i>stx1</i> et/ou <i>stx2</i> , et <i>eae</i>	Hebdomadaire	Echantillonnage à définir en fonction du nombre de lot de fabrication et du risque identifié	1	0	Absence dans 25 grammes		CEN/ISO TS 13136:2012	Produits mis sur le marché pendant leur durée de conservation

(1) n = nombre d'unités constituant l'échantillon ; c = nombre maximal d'unités d'échantillon pouvant présenter des valeurs comprises entre m et M .

(2) **DEFINITION DE LA MELEE** : une mée s'entend comme un ensemble de produits microbiologiquement similaires représentant le contenu d'une séquence de production au niveau d'un mélangeur ; selon les lignes de fabrication, ce mélangeur peut contenir des matières issues d'un ou plusieurs broyeurs. Dans le cas où la fabrication met en jeu successivement plusieurs mélangeurs, le mélangeur à considérer est celui qui a la plus grande capacité.

4.3.1.3 Délais de transmission des résultats et planning des livraisons

Les rapports d'analyses relatifs à l'hygiène et la sécurité sanitaire, écrits en français et portant conclusion quant à la conformité des produits analysés par le fabricant et par le Titulaire, doivent être **obligatoirement transmis au Pouvoir adjudicateur par le Titulaire dans la semaine précédant la livraison des produits aux Associations Bénéficiaires.**

Le Titulaire doit ainsi tenir compte du délai d'obtention des rapports d'analyses relatifs à l'hygiène et à la sécurité sanitaire lors de l'établissement de son planning de livraisons.

Si le Titulaire n'est pas le fabricant, il doit tenir compte du délai d'obtention des rapports de son fabricant et de ses propres analyses lors de l'établissement de son planning de livraisons.

Dans tous les cas, les livraisons auprès des Associations Bénéficiaires doivent être effectuées obligatoirement après obtention des rapports d'analyses concluant à la conformité des produits à livrer et transmission au Pouvoir adjudicateur la semaine précédant la livraison.

Ces rapports d'analyses doivent être transmis à l'adresse communiquée à la notification.

Article 4.3.2 Les contrôles relatifs à la composition des produits réalisés par le Titulaire

4.3.2.1 Rôle du Titulaire

Le Titulaire, responsable de la conformité du produit, s'engage à ce que le produit fini respecte la réglementation relative à la composition des produits et la fiche produit remise à l'appui de son offre.

Le Titulaire, qu'il soit fabricant du lot du marché ou non, doit établir un système qualité défini à partir d'une analyse de risques justifiant le plan de contrôle à mettre en œuvre. L'application de ce **plan de contrôles doit lui permettre de démontrer la conformité de la composition du produit fini livré.**

Ce plan de contrôles se traduit par la mise en place d'un plan d'échantillonnage qui prévoit à minima la fréquence d'analyses de chacun des critères et le nombre de lots de fabrication concernés, dans le respect des modalités prévues à l'article 4.3.2.3 du présent document.

▪ **Si le Titulaire n'est pas le fabricant du produit**

Sauf indication contraire mentionnée aux articles 4.3.2.2 à 4.3.2.5, les prélèvements réalisés dans le cadre du plan de contrôles défini doivent être effectués **obligatoirement sur le produit fini avant la livraison aux Associations Bénéficiaires.** Les analyses doivent être réalisées **uniquement** par un laboratoire indépendant **qui est accrédité COFRAC ou équivalent** pour les méthodes d'analyses pour lesquelles il existe une certification nationale ou internationale.

Ces contrôles par prélèvements et analyses sont à réaliser par le Titulaire pour garantir la conformité des produits livrés. Les prélèvements du Titulaire ne peuvent en aucun cas être réalisés par le fabricant.

▪ **Si le Titulaire est le fabricant**

Sauf indication contraire mentionnée aux articles 4.3.2.2 à 4.3.2.5, Les prélèvements réalisés dans le cadre du plan de contrôles défini doivent être réalisés sur produit fini **avant la livraison aux Associations Bénéficiaires.** Les analyses peuvent être réalisées **par un laboratoire interne ou par un laboratoire indépendant** qui est accrédité COFRAC ou équivalent pour les méthodes d'analyses pour lesquelles il existe une certification nationale ou internationale.

4.3.2.2 Dispositions particulières applicables aux contrôles relatifs au produit « Steak haché surgelé de bœuf 15% MG »

Chaque atelier de découpe et chaque fabricant référencés dans l'offre du Titulaire doit bénéficier d'une certification par un tiers accrédité, attestant qu'ils respectent la caractéristique « 100% muscle uniquement composé de viande à l'exclusion d'autres morceaux ou ingrédients [...] » définie à l'article 1 du CCTP référentiel produit « steak haché surgelé de bœuf 15% MG ». **La certification en cours de validité est remise à l'appui de l'offre et doit être reconduite pendant toute la durée du marché.**

En complément des contrôles réalisés dans les ateliers de découpe et chez le fabricant, le Titulaire

 FranceAgriMer	FSE + 2025 Produits frais et surgelés	Code Doc CCAP	Page 21 / 51
--	--	--------------------------------	-------------------------------

réalise des contrôles par analyse sur produit fini à minima sur les critères décrits dans le tableau ci-dessous :

Produit	Critère à analyser	Fréquence pour le <u>Titulaire</u>
Steak haché surgelé de bœuf 15% MG	Rapport collagène/protéines	Pour chaque lot de fabrication
	Taux de lipides totaux	
	Analyse ADN	
	Taux de plomb ⁽¹⁾	
	Taux de cadmium ⁽¹⁾	
	Taux de dioxines (somme des dioxines + somme des dioxines et PCB de type dioxine + somme des PCB 28, PCB 52, PCB 101, PCB 138, PCB 153, PCB 180) ⁽¹⁾	
	Analyse histologique démontrant le respect des critères de composition listés au référentiel produit présent au CCTP	
	Poids net par pièce	Echantillonnage à définir en fonction du nombre de lots de fabrication et du risque identifié

⁽¹⁾Dans le cas où le Titulaire est le fabricant des produits livrés, les contrôles portant sur ces critères peuvent être effectués en cours de fabrication.

4.3.2.3 Dispositions particulières applicables aux contrôles relatifs aux produit « Cuisses déjointées et filets surgelés de poulet certifié (CCP) »

Les produits des lots FSE+ n° 527, 531 et 536 doivent bénéficier d'une certification de conformité répondant aux exigences et recommandations de l'arrêté AGRP0765911A du 21 décembre 2007 en matière de certification de viande de volailles et attestant qu'ils respectent les caractéristiques définies à l'article 1^{er} du CCTP référentiel produit « cuisses déjointées et filets surgelés de poulet certifié (CCP) ».

Le Titulaire remet à l'appui de son offre :

- Le certificat de conformité en cours de validité, détenu par le/les organisations de production participant à la fourniture de l'appel d'offres ;
- Le certificat d'accréditation en cours de validité, attestant que l'organisme certificateur ayant délivré la certification de conformité respecte la norme ISO 17065 « Exigences pour les organismes certifiant les produits, les procédés et les services » ;
- Une démonstration de traçabilité au sein du/des abattoir(s) fournissant les produits livrés, permettant de vérifier l'exigence de traçabilité « animaux nés, élevés, abattus et transformés dans le même pays » définie à l'article 1^{er} du CCTP.

En complément, le Titulaire réalise des contrôles par analyse sur produit fini à minima sur les

critères décrits dans le tableau ci-dessous :

Produit	Critère à analyser	Fréquence pour le <u>Titulaire</u>
Cuisses déjointées et filets surgelés de poulet certifié (CCP)	Taux de protéines	Échantillonnage à définir en fonction du nombre de lots de fabrication et du risque identifié
	Rapport Humidité/protéines	
	Poids net UVC	
	Viande non saumurée ⁽¹⁾ ⁽²⁾	
	Taux de plomb ⁽¹⁾	
	Taux de cadmium ⁽¹⁾	
	Taux de dioxines (somme des dioxines + somme des dioxines et PCB de type dioxine + somme des PCB 28, PCB 52, PCB 101, PCB 138, PCB 153, PCB 180) ⁽¹⁾	

⁽¹⁾Dans le cas où le Titulaire est le fabricant des produits livrés, les contrôles portant sur ces critères peuvent être effectués en cours de fabrication.

⁽²⁾Dans le cas où le Titulaire n'est pas le fabricant des produits livrés, les contrôles portant sur ces critères peuvent être réalisés à partir de documents de production fournis par le fabricant.

4.3.2.4 Plan de contrôle à mettre en œuvre : critères minimum à analyser par un laboratoire indépendant

Le tableau ci-dessous définit, par produit, les critères minimums à analyser et l'échantillonnage à réaliser. Les limites à respecter, par critère analysé, sont celles indiquées dans le référentiel produit du CCTP si elles y figurent et dans la fiche produit du titulaire remise à l'appui de son offre.

Produits	Critère à analyser	Fréquence pour le <u>Titulaire</u>
Beurre doux congelé	Taux de lipides totaux	Echantillonnage à définir en fonction du nombre de lots de fabrication et du risque identifié
	Taux de sel	
	Origine 100 % matière grasse laitière	
	Taux de matières sèches non grasses laitières	
	Teneur en eau	
	Taux d'arsenic ⁽¹⁾	
	Taux de plomb ⁽¹⁾	
	Somme des dioxines OMS-PCDD/F-TEQ ⁽¹⁾	
	Somme des dioxines et PCB de type dioxine (OMS-PCDD/F-PCBTEQ) ⁽¹⁾	
	Somme des PCB28, PCB52, PCB101, PCB138, PCB153, PCB180 (ICES-6) ⁽¹⁾	
	Poids net UVC	
Emmental	Taux de matières grasses / extrait sec	Echantillonnage à définir en fonction du nombre de lots de fabrication et du
	Taux de sel	

Produits	Critère à analyser	Fréquence pour le Titulaire
	Taux de matière sèche	risque identifié
	Taux de protéines	
	Poids net UVC	

Filets de lieu noir surgelés	Taux de protéines	Pour chaque lot de fabrication
	Taux de lipides totaux	
	Défauts du produit (sans arête, matières étrangères, anomalies de la chair, déshydratation, odeur et saveur) (cf. Norme Codex STAN n° 190-1995) ⁽¹⁾	
	Espèce de poisson ⁽¹⁾	
	Rapport Humidité/Protéines	
	Absence de polyphosphates	
	Taux de sciure ⁽¹⁾	
	Poids net par portion à la mise en œuvre (sans glacing ni glacing compensé)	Echantillonnage à définir en fonction du nombre de lots de fabrication et du risque identifié

⁽¹⁾Dans le cas où le Titulaire est le fabricant des produits livrés, les contrôles portant sur ces critères peuvent être effectués en cours de fabrication.

4.3.2.5 Modalités des prélèvements et transmission des résultats

Le Titulaire du marché doit :

- Définir un plan d'échantillonnage pour chaque critère d'analyse listé aux articles 4.3.2.2 à 4.3.2.4.
- Effectuer des prélèvements, à des fins d'analyses, en respectant le plan d'échantillonnage qu'il a défini. **Il est recommandé de réaliser ces prélèvements dans le dernier entrepôt de stockage avant livraison aux Associations bénéficiaires.**
- Tenir compte de la durée nécessaire à la réalisation des prélèvements avant expédition, dans le respect du calendrier de livraison prévu.
- Transmettre au Pouvoir adjudicateur, **à sa demande**, les rapports d'analyses écrits en français et comprenant les résultats des contrôles prévus pour chaque critère défini aux articles 4.3.2.2 à 4.3.2.4.

Ces rapports d'analyses doivent être transmis à l'adresse communiquée à la notification.

Les livraisons auprès des Associations Bénéficiaires peuvent débuter avant l'obtention des rapports d'analyses relatifs à la composition concluant à la conformité des produits à livrer.

Article 4.3.3 Mise à jour du système qualité du Titulaire

Le système qualité mis en œuvre par le Titulaire du marché comprenant l'analyse des risques et le plan de contrôles est celui décrit à l'appui de son offre (cadre de réponse du mémoire technique).

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander une mise à jour du système qualité ainsi que de l'analyse de risques en cas de suspicion d'anomalie relevée en cours d'exécution du marché.

Article 4.3.4 Défaut de transmission des documents associés au système de qualité

Dans le cas où le Titulaire ne transmet pas les rapports d'analyses au Pouvoir adjudicateur conformément aux articles 4.3.1.3 et/ou 4.3.2.5 du CCAP, le système de la gestion de la qualité du Titulaire est alors remis en cause et l'ensemble du lot de marché FSE + concerné est suspecté de non-conformité. La procédure décrite à l'article 6 « gestion des non conformités » du présent document s'applique alors sur la totalité du lot de marché FSE + concerné.

Ainsi, le Titulaire doit conserver :

- l'ensemble des résultats de contrôles réalisés par lui-même dans le cas où il est fabricant ;
- l'ensemble des résultats de contrôles réalisé par lui-même et ceux réalisés par son fabricant dans le cas où le Titulaire n'est pas fabricant.

Toutes les pièces relatives aux résultats de contrôle, aux opérations de fabrication et de livraison des produits à l'Association Bénéficiaire, ainsi que la documentation commerciale, doivent être conservées jusqu'à la fin de la troisième année suivant celle de leur établissement.

Article 4.3.5 Procédure en cas de détection ou de suspicion de non-conformité

Si, dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de contrôle, le Titulaire du marché détecte ou suspecte une non-conformité, il en informe le Pouvoir adjudicateur sans délai en fournissant les rapports d'analyses associés à l'adresse communiquée à la notification.

La procédure de gestion des non-conformités détectées et/ou suspectées par le Titulaire, telle que décrite à l'article 6 du présent document s'applique.

En l'absence de signalement de la non-conformité détectée ou suspectée par le Titulaire du marché, le système de gestion de la qualité du Titulaire est remis en cause. La procédure décrite à l'article 6 « gestion des non-conformités » du présent document s'applique alors sur la quantité concernée par la non-conformité ou la suspicion de non-conformité.

Article 4.4 Modalités de livraison des prestations

Article 4.4.1 Calendrier contractuel des livraisons

4.4.1.1 Période d'exécution des livraisons

Les livraisons sont réparties de la manière suivante :

- Période n°1 (P1) : livraisons situées entre le 01/09/2025 et le 31/01/2026;
- Période n°2 (P2) : livraisons situées entre le 01/03/2026 et le 31/07/2026.

4.4.1.2 Nombre maximum de livraisons et nombre maximum de lieux de livraisons par région

L'article 3 du CCTP définit pour chaque lot de marché FSE + le calendrier des livraisons que le Titulaire doit respecter.

Ce calendrier contractuel indique le nombre maximum de livraisons par région administrative et par période de livraisons ainsi que le nombre maximum de lieux de livraison par région administrative sur l'ensemble de la période d'exécution du marché.

Exception au rattachement des lieux de livraisons par région administrative pour les livraisons auprès de la FFBA :

 FranceAgriMer	FSE + 2025 Produits frais et surgelés	Code Doc CCAP	Page 25 / 51
--	--	--------------------------------	-------------------------------

- Pour la région Ile-de-France, les lieux de livraison peuvent se situer dans la commune de Dreux (département Eure-et-Loir – code postal 28100) en région Centre Val-de-Loire (susceptible de changement sans avenant).
- Pour la région Centre Val-de-Loire, les lieux de livraison peuvent se situer dans la commune de Châtelleraut (département Vienne – code postal 86100) en région Nouvelle-Aquitaine (susceptible de changement sans avenant).

Article 4.4.2 Calendrier opérationnel des livraisons

4.4.2.1 Calendrier opérationnel des livraisons établi en concertation entre l'Association Bénéficiaire et le Titulaire du marché

A compter de la notification du marché, l'Association Bénéficiaire et le Titulaire du marché échangent, **dans un délai maximum d'un mois**, afin de convenir d'un **calendrier opérationnel par lot de marché FSE +**. Le calendrier opérationnel par lot du marché FSE + doit respecter les calendriers contractuels de l'article 3 du CCTP, notamment le nombre maximum de lieux de livraison, la répartition des livraisons et le nombre maximum de livraisons par région administrative et par période de livraison.

Si l'Association Bénéficiaire et le Titulaire du marché sont en désaccord, le calendrier opérationnel proposé par l'Association Bénéficiaire s'applique si celui-ci respecte le calendrier contractuel de l'article 3 du CCTP et prend en compte les délais d'obtention des résultats d'analyses relatifs à l'hygiène et la sécurité sanitaire des denrées décrits à l'article 4.3.1 du présent document.

La mise en place du calendrier opérationnel par lot du marché FSE + peut aboutir, sans pénalité, à des modifications de livraisons, entre région administrative au sein d'une même période de livraison si elles respectent les limites suivantes : 7 tonnes (ou milliers de litres) ou 1.5 % de la quantité prévue au calendrier contractuel (prise en compte de la tolérance la plus avantageuse).

Le calendrier opérationnel peut être exprimé en mois ou semaine selon le souhait de l'Association Bénéficiaire et doit tenir compte de livraison par palette entière.

Ce calendrier opérationnel liste les adresses, les spécificités logistiques et les coordonnées (téléphone, courriel et nom d'un interlocuteur) des lieux de livraison par région administrative prévus sur la période d'exécution des livraisons du marché.

Les adresses des lieux de livraison transmises dans le calendrier opérationnel peuvent être en nombre inférieur au nombre prévu dans le calendrier contractuel de l'article 3 du CCTP. Dans ce cas, l'ajout d'un nouveau lieu de livraison en cours d'exécution du marché est possible dans la limite du nombre indiqué dans l'article 3 du CCTP et doit être formalisé conformément à l'article 8.1.4 point 2 du présent document.

4.4.2.2 Délai de transmission du calendrier opérationnel des livraisons par lot de marché FSE +

Dans un délai d'un mois maximum suivant la date de notification du marché, l'Association Bénéficiaire transmet au Pouvoir adjudicateur, avec le Titulaire du marché et l'Autorité de Gestion en copie, les calendriers opérationnels de livraison par lot de marché FSE + ainsi que la liste des adresses des lieux de livraison. En cas de désaccord entre Association Bénéficiaire et Titulaire du marché, l'Association Bénéficiaire explique dans sa transmission l'objet du désaccord.

Le calendrier opérationnel par lot de marché FSE + est transmis aux adresses communiquées à de la notification.

4.4.2.3 Suivi des livraisons par le Titulaire du marché

Le Titulaire du marché doit suivre l'exécution des livraisons tout au long du marché en effectuant un bilan des quantités livrées par lot de marché, par période de livraison et par région administrative dans le respect des calendriers contractuels figurant à l'article 3 du CCTP. Ce bilan mentionne également les lieux de livraison réceptonnaires des denrées.

Ce bilan est conservé et tenu à disposition du Pouvoir adjudicateur. Le Titulaire conserve toutes les preuves pouvant expliquer les éventuels écarts entre les quantités prévues au calendrier contractuel figurant à l'article 3 du CCTP et les quantités effectivement livrées.

Article 4.4.3 Procédure en cas de non-respect du calendrier contractuel

A la fin de la période d'exécution des livraisons du marché, le Pouvoir adjudicateur s'assure du respect de la répartition des livraisons effectuées en comparant les calendriers contractuels par lot de marché FSE + figurant à l'article 3 du CCTP avec les livraisons réalisées.

En cas de non-respect du calendrier contractuel relevé par le Pouvoir adjudicateur, l'anomalie constatée fera l'objet d'une pénalité en vertu de l'article 9.2 du présent document.

Article 4.4.4 Procédure en cas de non-respect du calendrier opérationnel

En cas de non-respect des dates de livraison prévues par le calendrier opérationnel, l'Association Bénéficiaire peut adresser au Titulaire une mise demeure de livrer dans les délais imposés.

Si le Titulaire ne livre pas dans les délais indiqués dans la mise en demeure, l'Association Bénéficiaire adresse au Titulaire, avec une copie destinée au Pouvoir adjudicateur, le constat du non-respect du calendrier opérationnel qui fera l'objet d'une pénalité en vertu de l'article 9.3 du présent document.

Article 4.4.5 Conditions de livraisons des produits finis

Avant toute livraison, le Titulaire doit **obligatoirement prendre rendez-vous avec l'entrepôt réceptonnaire** de l'Association Bénéficiaire **pour fixer les jours et plages horaires des livraisons** dans le respect du calendrier contractuel et opérationnel.

4.4.5.1 Modalités de livraison franco de port


Le Titulaire s'engage à livrer les produits conformes au référentiel produit de l'article 1 du CCTP sur les lieux de livraison désignés par l'Association Bénéficiaire, y compris ceux destinés aux départements et régions d'outre-mer.

Pour toute demande de livraison dans les Départements et Régions d'Outre-Mer, le Titulaire du marché doit préalablement, s'assurer de la détention de l'autorisation d'importation en franchise de droits et de taxes de denrées par l'Association Bénéficiaire. Il est à noter que sont exclus de la franchise de droits certains produits (exemple : le café).

Toutes les livraisons s'effectuent au minimum par palette entière. **Les produits conditionnés sur une même palette ne peuvent pas concerner plus de deux lots de fabrication et deux DDM (date de durabilité minimale) ou DLC (date limite de consommation)**. Dans ce cas, l'étiquette palette doit mentionner les deux lots de fabrication et les deux DDM ou DLC.

Toutes les taxes ou frais qui pourraient être exigés lors d'une livraison dans les Départements et Régions d'Outre-Mer, ne seront en aucun cas pris en charge par le Pouvoir adjudicateur. Le transport des denrées est régi par les us et coutumes du transport maritime.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient du rejet des prestations sont également à la charge du Titulaire.

 FranceAgriMer	FSE + 2025 Produits frais et surgelés	Code Doc CCAP	Page 27 / 51
--	--	--------------------------------	-------------------------------

4.4.5.2 Conditionnement des produits transportés et livrés

Les conditions de transport et de livraison doivent être adaptées aux produits transportés et doivent être conformes à la réglementation en vigueur en la matière ainsi qu'au « référentiel logistique » défini à l'article 2 du CCTP.

Le transport, le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous la responsabilité du Titulaire.

La marchandise reste la propriété du Titulaire jusqu'à leur réception par l'Association Bénéficiaire (les contrôles de la réception des livraisons sont détaillés à l'article 5.1 du CCAP).

4.4.5.3 Bons de livraison

Au moment de chaque livraison, un bon de livraison est remis à l'Association Bénéficiaire réceptionnaire de la livraison.

Ce document établi par le Titulaire ou son fabricant doit :

- Indiquer la quantité et la nature des marchandises livrées
- Indiquer le lieu de livraison
- Indiquer les éventuels refus de livraison
- être édité en 4 exemplaires : 1 pour le Titulaire ou son fabricant, 1 pour le transporteur, 2 pour l'Association Bénéficiaire réceptionnaire. Au moins 2 exemplaires sont datés, signés et tamponnés par l'Association Bénéficiaire réceptionnaire : l'un pour le Titulaire ou son transporteur et l'autre pour l'Association Bénéficiaire réceptionnaire.
- se définir par une numérotation unique basée sur une séquence chronologique continue : deux bons de livraison ne peuvent avoir le même numéro.
- ne concerner qu'une Association Bénéficiaire et un seul produit (1 lot FSE +) et une seule date de réception.
- être écrit en français.
- avoir pour entête le nom du Titulaire du marché. Dans le cas où le Titulaire n'est pas fabricant, le Pouvoir adjudicateur accepte les bons de livraison qui ont pour entête le nom du fabricant dès lors que celui-ci mentionne le nom du Titulaire du marché.

L'ensemble des mentions obligatoires du bon de livraison figurent à l'article 7.2.2 du présent document relatif à la composition des dossiers de demande de paiement.

En aucun cas le fournisseur ne peut livrer des quantités supérieures à celles qui lui ont été notifiées

Article 4.5 Garanties de la conformité des denrées alimentaires

Les denrées livrées sont garanties par le Titulaire contre tout vice caché et toute non-conformité inapparentes à première vue au moment de la livraison aux Associations Bénéficiaires dans la mesure où :

- le stockage après livraison dans l'entrepôt de l'Association Bénéficiaire concernée est demeuré conforme aux conditions réglementaires concernant le produit livré,
- la date d'utilisation n'est pas anormalement éloignée de celle de la livraison.

La durée de garantie s'étend jusqu'au 31/12/2026 (date de fin de marché) ou jusqu'à la date limite de consommation (DLC) ou de la date de Durabilité Minimale (DDM) si plus courte.

 FranceAgriMer	FSE + 2025 Produits frais et surgelés	Code Doc CCAP	Page 28 / 51
--	--	--------------------------------	-------------------------------

Pendant le délai de garantie des produits livrés, le Titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le Pouvoir adjudicateur.

Article 5 – Constatation de l'exécution des prestations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 5.1 et 5.2 du présent document.

Article 5.1 Contrôles de la réception des livraisons à la charge des Associations Bénéficiaires

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par les destinataires des livraisons (les Associations Bénéficiaires) qui réceptionnent la marchandise, conformément aux conventions de partenariat signées par le Pouvoir adjudicateur et les Associations Bénéficiaires.

Article 5.1.1 Nature et déroulement des opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées au moment de la livraison des denrées alimentaires par la personne chargée par l'Association Bénéficiaire de la réception de la marchandise.

Les opérations de vérification à effectuer sont les suivantes :

- Le numéro de lot de référence sur l'unité de distribution,
- Le conditionnement tel que prévu par le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Les dates limites de consommation résiduelles,
- L'emballage et le marquage du produit validé par le Pouvoir adjudicateur et transmis à l'Association Bénéficiaire concernée,
- Le respect des exigences indiquées dans le référentiel logistique de l'article 2 du CCTP,
- La température adaptée pour assurer la bonne conservation des denrées,
- L'intégrité du produit ou de l'emballage,
- Les conditions de palettisation telles que prévues par le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- L'état de la palette portant la marchandise qui ne doit pas mettre en péril la sécurité des manutentionnaires,
- La salubrité du camion,
- La quantité livrée.

Article 5.1.2 Décisions après vérifications de l'Association Bénéficiaire

A l'issue des opérations de vérification listées au 5.1.1 (article supra), la personne chargée de la réception des livraisons au sein de l'entrepôt ou du centre de distribution par l'Association Bénéficiaire décide :

1. de réceptionner la marchandise :

Dans ce cas elle appose la date, indique le lieu de livraison et signe le bon de livraison. Le transfert de propriété, au profit de l'Association Bénéficiaire est effectif à compter de la date de réception de la marchandise mentionnée sur le bon de livraison.

2. de rejeter la marchandise non-conforme :

Le motif de rejet, suite aux vérifications listées à l'article 5.1.1 ci-dessus, est mentionné sur le bon de livraison sur lequel sont apposés la date, le lieu de livraison, le tampon ainsi que la signature de la personne chargée par l'Association Bénéficiaire de réceptionner la marchandise.

A la suite du rejet, le transporteur reprend la marchandise qui reste sous sa responsabilité et donc sous la responsabilité du Titulaire. Le Titulaire est quant à lui tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, dans la limite du délai de livraison prévu à l'article 3 du CCTP.

En cas de dépassement dudit délai, la ou les pénalités prévues à l'article 9 du présent document sont appliquées.

Article 5.1.3 Transfert de propriété

Le transfert de propriété, au profit de l'Association Bénéficiaire est effectif à compter de la date de réception de la marchandise mentionnée sur le bon de livraison.

Le transfert de propriété n'exonère pas le Titulaire du marché de l'exécution de ses obligations dans le cadre du présent marché. De même, ce transfert de propriété n'empêche pas le Pouvoir adjudicateur de mener les opérations de vérification sur place et sur pièces relatives à l'exécution du marché.

Article 5.2 Les contrôles effectués par le Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur, ou tout service de contrôle compétent, peut effectuer ses propres contrôles et exiger tout document permettant de s'assurer que le Titulaire respecte les dispositions du présent marché.

Article 5.2.1 Principe des opérations de vérification par le Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur met en œuvre un plan de contrôles par lot du marché FSE + déterminé selon sa propre analyse de risques.

Dans ce cadre, le Pouvoir adjudicateur peut effectuer :

- des prélèvements sur place des produits finis dans le but de réaliser des analyses (article 5.2.1.1) ;
- des visites sur place afin de réaliser des contrôles sur les emballages des produits au niveau de l'Unité de Vente Consommateur (UVC) ;
- une vérification des contrôles relatifs à l'hygiène et à la sécurité sanitaire et à la composition transmis par l'entreprise Titulaire (article 5.2.1.2)

5.2.1.1 Les contrôles sur place et les prélèvements sur produits finis

Les contrôles sur place et les prélèvements effectués par des contrôleurs habilités du Pouvoir adjudicateur permettent de s'assurer:

- de la mise en œuvre effective du système qualité du Titulaire, et de son fabricant le cas échéant, conformément aux modalités définies à l'article 4.3 du présent document.

- que les produits livrés sont conformes à la fiche produit, au présent marché (CCAP/CCTP) et à la réglementation en vigueur. Les analyses portent sur les caractéristiques nutritionnelles, physicochimiques et sur la composition des produits. Elles sont réalisées par un laboratoire indépendant accrédité COFRAC pour le Pouvoir adjudicateur.
- que l'emballage des produits est conforme à la réglementation et à la maquette validée par le Pouvoir adjudicateur.

Plusieurs prélèvements peuvent être réalisés sur la campagne FSE + concernée afin de s'assurer du maintien de la qualité des denrées tout au long des livraisons.

5.2.1.2 Les contrôles sur pièces administratives

Sur la base des documents relatifs aux contrôles d'hygiène et de sécurité sanitaire et de composition transmis par le Titulaire, le Pouvoir adjudicateur s'assure de la mise en œuvre effective du système qualité du Titulaire et/ou du fabricant conformément aux modalités définies à l'article 4.3 du présent document.

Le Pouvoir adjudicateur peut demander au Titulaire, pendant la durée du marché, un ou plusieurs rapports d'analyses conformément à l'article 4.3 du CCAP permettant de contrôler la conformité du produit livré.

La demande du Pouvoir adjudicateur porte sur des **livraisons ciblées et sur des lots de fabrication déterminés selon l'analyse de risques de FranceAgriMer.**

Article 5.2.2 Suites des contrôles conduits par le Pouvoir adjudicateur

En cas de détection de non-conformité relevée par le Pouvoir adjudicateur ou tout service de contrôle compétent, l'article 6 du présent document s'applique.

L'absence, ou le non-respect du délai imparti, de transmission des documents relatifs aux contrôles d'hygiène et de sécurité sanitaire ou de composition par le Titulaire au Pouvoir adjudicateur remet en cause la conformité de l'ensemble du lot du marché FSE + concerné. Il revient au Titulaire du marché de démontrer l'absence de non-conformité ou de circonscrire la non-conformité à un ou plusieurs lot(s) de fabrication concerné(s) grâce au système de gestion de la qualité qu'il a mis en œuvre.

Article 5.3 Contrôles et audits

Le Pouvoir adjudicateur et/ou tout service de contrôle compétent peu(ven)t procéder à tout autre type de contrôle auprès du Titulaire ou de son fabricant.

Le Titulaire ou son fabricant doit se prêter, sans délai, à tous les contrôles et vérifications en relation directe ou indirecte avec l'exécution du présent marché qui pourraient être effectués par le Pouvoir adjudicateur ou par des services de contrôle habilités.

Le Titulaire doit mettre à disposition des contrôleurs l'ensemble des livres, registres, notes et pièces justificatives, la comptabilité, les dossiers de production et de qualité et la correspondance relatifs à son activité professionnelle sous quelque forme que ce soit, y compris sous forme dématérialisée.

Article 6 – Gestion des non-conformités

Article 6.1 Processus de gestion d'une non-conformité relative au conditionnement, au marquage et à l'emballage des produits, au colisage et à la palettisation.

Tout produit livré ne respectant pas les modalités de conditionnement, de marquage, d'emballage des produits, de colisage ou de palettisation telles que définies au CCAP et au CCTP est déclaré non conforme.

Le Pouvoir adjudicateur notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de lecture, au Titulaire du marché la non-conformité constatée et les pénalités appliquées ainsi que les modalités à mettre en œuvre le cas échéant (cf. article 9.6.1).

Le Titulaire du marché peut présenter ses observations dans un délai imparti qui lui est notifié par le Pouvoir adjudicateur. Si au regard des observations apportées, le pouvoir adjudicateur conclut que le titulaire a démontré qu'il n'est pas responsable de la non-conformité, les pénalités ne lui seront pas appliquées. Elles le seront dans le cas contraire.

En cas de suspicion ou de détection de non-conformité relative au conditionnement, au marquage et à l'emballage des produits, au colisage ou à la palettisation, la charge de la preuve de la conformité du lot appartient aux Titulaires. Il revient donc aux Titulaires du marché de démontrer quel(s) est (sont) le(s) lot(s) de fabrication concerné(s) par cette non-conformité

Article 6.2 Processus de gestion d'une non-conformité sanitaire ou de composition

Toute suspicion de non-conformité, sanitaire ou de composition, remet en cause la conformité de la quantité totale du lot du marché FSE + concerné et entraîne l'interruption des paiements du Pouvoir adjudicateur au Titulaire jusqu'à règlement du litige.

Article 6.2.1 Signalement de la non-conformité sanitaire ou de composition

Article 6.2.1.1 Non-conformité détectée par le Titulaire du marché :

Le Titulaire signale **sans délai** toute non-conformité par courriel aux adresses électroniques qui lui seront fournies à la notification du marché.

En outre s'il s'agit d'une non-conformité sanitaire, le Titulaire informe également les autorités compétentes.

Article 6.2.1.2 Non-conformité détectée par le Pouvoir adjudicateur ou un tiers du marché

Le signalement se fait par l'entité qui a détectée la non-conformité, **sans délai** par courriel auprès du Titulaire du marché et aux adresses électroniques qui seront fournies au titulaire à la notification du marché.

En outre s'il s'agit d'une non-conformité sanitaire l'entité qui l'a détectée informe également les autorités compétentes.

Article 6.2.2 Suspension de la distribution des produits non-conformes par les Associations Bénéficiaires.

Dans le cadre d'un signalement sanitaire ou de composition et par mesure de précaution, le

pouvoir adjudicateur peut demander :

- au Titulaire de suspendre la livraison aux Associations Bénéficiaires;
- aux Associations Bénéficiaires d'interrompre la distribution des denrées alimentaires concernées par la non-conformité et de réaliser un rappel des denrées déjà distribuées.

Article 6.2.3 Notification au Titulaire du marché suite de la non-conformité détectée

Le Pouvoir adjudicateur notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de lecture, au Titulaire du marché les obligations qui s'imposent à lui dans le cadre de l'exécution du présent marché notamment l'application de la procédure de gestion de non-conformité prévue à l'article 6.2.5 et 6.2.6 et 6.3 du présent document et des pénalités susceptibles d'être appliquées. Le Titulaire du marché peut présenter ses observations dans un délai imparti qui lui est notifié par le Pouvoir adjudicateur.

Article 6.2.4 Définition du statut sanitaire de la non-conformité relevée sur le produit (aptitude à la consommation humaine ou non)

Le Pouvoir adjudicateur peut saisir les autorités compétentes s'il existe un doute sur le statut sanitaire de la non-conformité relevée sur le produit. Par principe, l'avis des autorités compétentes sur le caractère apte à la consommation humaine de la denrée s'impose au Pouvoir adjudicateur et au Titulaire du marché.

Article 6.2.5 Gestion de la non-conformité dans le cas où le produit non conforme est consommable d'un point de vue sanitaire (hors cas des produits non conformes, consommable d'un point de vue sanitaire mais non distribuable en l'état)

Le Pouvoir adjudicateur applique la pénalité pour non-conformité du produit livré définie à l'article 9 du CCAP.

Les paiements du Pouvoir adjudicateur au Titulaire reprennent aux termes des échanges prévus à l'article 6.2.3.

Dans le cas où elles avaient été suspendues, les distributions ainsi que les livraisons aux Associations Bénéficiaires reprennent.

Article 6.2.6 Gestion de la non-conformité dans le cas où le produit non conforme est non consommable d'un point de vue sanitaire ou est consommable mais non distribuable en l'état

Un produit consommable mais non distribuable en l'état correspond à un produit dont la nature change du fait de la non-conformité constatée.

Ex : du sucre en poudre ayant pris l'humidité et étant compact.

Le Pouvoir adjudicateur applique la pénalité pour non-conformité du produit livré définie à l'article 9 du CCAP.

Les produits non conformes déjà livrés ne sont pas payés par le Pouvoir adjudicateur au Titulaire du marché. Dans le cas où des paiements ont déjà eu lieu, le Pouvoir adjudicateur demande au Titulaire du marché le remboursement des sommes payées pour les quantités non conformes.

Le Titulaire du marché doit :

- **Reprendre à ses frais** les produits non conformes encore en stock dans les entrepôts des Associations Bénéficiaires. La reprise se fait **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du Pouvoir adjudicateur mettant un terme aux échanges prévus à l'article 6.2.3 du CCAP ;

 FranceAgriMer	FSE + 2025 Produits frais et surgelés	Code Doc CCAP	Page 33 / 51
--	--	--------------------------------	-------------------------------

- **Remplacer à ses frais** la totalité des quantités non conformes livrées. Le calendrier des livraisons de remplacement est redéfini avec le Pouvoir adjudicateur ;
- **Dédommager les Associations Bénéficiaires** des frais de stockage correspondant à la période comprise entre le signalement de la non-conformité et la reprise de la marchandise non conforme. Le montant de ce dédommagement est calculé conformément à l'article 6.3 du CCAP.

Les paiements au Titulaire du présent marché reprennent dès lors que la reprise et le remplacement des produits non conformes ont été effectués et que l'ensemble des frais de dédommagement dus par le Titulaire du marché ont été acquittés.

Dans le cas où le Titulaire ne reprend pas les produits non conformes dans le délai de deux mois à compter de la décision du Pouvoir adjudicateur mettant un terme aux échanges prévus à l'article 6.2.3 du CCAP :

- Les Associations Bénéficiaires procèdent à la destruction des produits non conformes stockés dans leurs entrepôts, aux frais du Titulaire du marché. Les frais de destruction sont définis conformément à l'article 6.3 du CCAP.

Dans le cas où le Titulaire ne procède pas au remplacement des quantités non conformes livrées, le Pouvoir adjudicateur applique la pénalité pour non livraison prévue à l'article 9 du CCAP.

Article 6.3 Réparation dommages

Les dommages de toute nature causés du fait du non-respect des obligations qui incombent au Titulaire sont à la charge de ce dernier.

La livraison d'une marchandise non-conforme aux conditions d'exécution du présent marché a une conséquence à la fois matérielle et financière pour les Associations Bénéficiaires.

Les frais inhérents à la non-conformité sont de natures différentes : frais de stockage, frais de manutention et frais de destruction (lorsque le Titulaire du marché ne procède pas à l'enlèvement des marchandises non conforme d'un point de vue sanitaire).

Les Associations Bénéficiaires sont indemnisées **par le Titulaire du marché** des frais suivants :

- le stockage des produits frais et secs : 0.25 euros HT par jour et par palette ;
- le stockage des produits surgelés : 0,55 euros HT par jour et par palette ;
- la manutention de la marchandise : 15 euro HT par palette ;
- la destruction des produits non conformes, non distribuables et non repris par le Titulaire du marché :
 - Inférieure à 1 tonne (ou millier de litres) : 300 euros HT ;
 - Entre 1 tonne et 2.5 tonnes (ou millier de litres) : 210 euros HT / tonne brute (ou millier de litres brute) ;
 - Supérieur à 2.5 tonnes (ou millier de litres) : 160 euro HT / tonne brute (ou millier de litres brute).

Le paiement des prestations du Titulaire est réalisé après l'acquittement par le Titulaire, directement aux Associations Bénéficiaires des frais exposés ci-dessus.

 FranceAgriMer	FSE + 2025 Produits frais et surgelés	Code Doc CCAP	Page 34 / 51
--	--	-------------------------	------------------------

Article 7 - Exécution financière du marché

Article 7.1 Avances

Conformément aux articles L.2191-2, L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique le marché donne lieu au versement d'une avance sauf en cas de refus du Titulaire à l'acte d'engagement. Le montant de l'avance (A) est calculé comme suit :

$$A = [(12 \times \text{montant TTC du lot attribué}) / \text{durée du marché en mois}] \times (30/100)$$

La régularisation de l'avance s'effectue au fur et à mesure des paiements par précompte sur les sommes dues, et ce, dès le paiement du premier dossier de demande de paiement.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations atteint 80% du montant TTC du marché.

Article 7.2 Le paiement des prestations

À partir de la constatation du service fait, matérialisée par l'Association Bénéficiaire réceptionnaire sur le ou les bons de livraisons et l'obtention du courriel de certification établi par le siège de l'Association Bénéficiaire, le Titulaire dépose sa demande de paiement dans les conditions ci-après exposées.

Toute demande de paiement :

- doit être composée des pièces listées à l'article 7.2.2 du présent document ;
- doit concerner un seul lot du marché FSE + et une seule Association Bénéficiaire. Plusieurs demandes de paiement peuvent être constituées par lot du marché FSE + ;
- doit être présentée par le Titulaire du marché au Pouvoir adjudicateur au fur et à mesure du déroulement des opérations de livraisons ;
- doit être numérisée, lisible et transmise via un e-service dédié (e-service <https://portailweb.franceagrimer.fr/portail/>), (article 7.2.3 du présent document).

Si la demande de paiement est déclarée conforme elle pourra faire l'objet d'un paiement (cf. Article 7.2.3 «Délai de paiement et intérêts moratoires»).

Si la demande de paiement est déclarée non conforme aux dispositions prévues par le présent marché (ex : document manquant ou illisible, mentions obligatoires manquantes etc.), le délai de paiement est suspendu jusqu'à réception d'une demande de paiement conforme (cf. Article 7.2.3 «Délai de paiement et intérêts moratoires»).

Par ailleurs, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'émettre un titre de recette afin de prendre en compte toute indemnité venant en déduction d'une demande de paiement du Titulaire.

Article 7.2.1 Composition de la demande de paiement

La demande de paiement comporte impérativement les pièces justificatives décrites ci-dessous.

On entend par «quantité totale nette livrée» (en kilogrammes, litres, tonnes ou en milliers de litres), la quantité nette réceptionnée.

Toutes les pièces justificatives numérisées jointes au dossier de paiement doivent être **lisibles**.

1 LE FORMULAIRE DE DEMANDE DE PAIEMENT DEMATERIALISE :

Ce formulaire dématérialisé doit être rempli par le **Titulaire** afin de formaliser la demande de paiement (e-service <https://portailweb.franceagrimer.fr/portail/>).

2 LA FACTURE PRODUIT :

La facture est une pièce comptable officielle du **Titulaire** et elle se définit par une numérotation unique, basée sur une séquence chronologique continue : deux factures ne peuvent avoir le même numéro. La facture est établie en fonction des quantités totales nettes livrées mentionnées sur l'état récapitulatif des livraisons. Elle doit être le reflet des quantités livrées et prendre en compte toutes les décimales.

La facture doit mentionner :

- L'indication «Fonds social Européen plus 2025» en toutes lettres ou « FSE + 2025 » ;
- Dénomination claire du produit ;
- Le numéro de lot du marché FSE+ ;
- Nom (ou acronyme) de l'Association Bénéficiaire ;
- Nom du Titulaire (mentionné dans l'acte d'engagement) ;
- N° SIRET de FranceAgriMer 130 006 364 00017 ;
- Numéro du code service communiqué par FranceAgriMer (44002) ;
- Numéro d'engagement juridique communiqué par FranceAgriMer ;
- Quantité totale nette livrée (kilogrammes ou tonnes, litres ou millier de litre) ;
- Prix net unitaire produit en €/T (reprise à l'**identique** du prix unitaire de la notification) ;
- Montant HT ;
- Montant TVA (avec taux TVA) ;
- Montant TTC (sauf si le Titulaire est étranger).

La quantité indiquée doit être identique à la quantité totale nette livrée indiquée sur l'Etat récapitulatif et à la somme des quantités des bons de livraison, avec le même nombre de décimale.

Tout rajout ou rature doit être visé par le Titulaire (cachet + signature d'une personne habilitée à engager le Titulaire).

3 L'ETAT RECAPITULATIF DES LIVRAISONS (VERSION EXCEL) CONFORMEMENT A L'ANNEXE 4 DU CCAP :

L'état récapitulatif des livraisons est établi au format EXCEL par le Titulaire et est transmis par voie électronique.

L'état récapitulatif doit classer les bons de livraison par code postal dans l'ordre croissant.

L'état récapitulatif détaille pour chaque bon de livraison :

- son numéro ;
- le code postal et la ville réceptionnaire ;
- la quantité totale figurant sur le bon de livraison (y compris la quantité nette rejetée le cas échéant) ;
- les quantités nettes rejetées ;
- la quantité nette livrée (rejet(s) déduit le cas échéant) ;
- la date de livraison ;

 FranceAgriMer	FSE + 2025 Produits frais et surgelés	Code Doc CCAP	Page 36 / 51
--	--	-------------------------	------------------------

- le n° du bulletin d'analyse et les quantités concernées par le bulletin d'analyse, (uniquement pour les demandes de paiement Steak haché).

Les quantités indiquées doivent prendre en compte toutes les décimales (si le Titulaire fait le choix d'exprimer le poids en tonnes, ce poids comporte 6 décimales et s'il opte pour le kilogramme, il comprend 3 décimales; la règle d'arrondis doit toujours être identique sur l'ensemble des documents et doit être permanente sur l'ensemble de la période d'exécution du marché).

Toutes les mentions demandées qui figurent sur le modèle d'état récapitulatif de l'annexe 4 du CCAP sont obligatoires.

4 LE CAS ECHEANT, LA DEMANDE D'AJOUT DU LIEU DE LIVRAISON (ANNEXE 1 DU CCAP) PROPOSEE PAR L'ASSOCIATION BENEFICIAIRE, ACCEPTEE PAR LE TITULAIRE ET VALIDEE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR.

5 LES BONS DE LIVRAISON :

Les bons de livraisons fournis dans la demande de paiement respectent les conditions prévues au 4.4.5.3 du présent CCAP et doivent comporter les mentions suivantes :

- Numéro de bon de livraison ;
- Nom du Titulaire (mentionné dans l'acte d'engagement) et dans le cas où le Titulaire n'est pas le fabricant, le nom du fabricant avec la mention du Titulaire ;
- Lieu de livraison destinataire (département, adresse, commune) ;
- Nom (ou acronyme) de l'Association Bénéficiaire destinataire ;
- Numéro de lot de fabrication ;
- Numéro de lot de marché FSE + ;
- Dénomination du produit ;
- L'indication «Fonds social Européen plus 2025» en toutes lettres ou « FSE + 2025 » ;
- Quantité nette livrée en kilogrammes ou tonnes : Si des rejets ont été émis par l'Association Bénéficiaire à réception de la marchandise, la quantité nette rejetée (en kilogrammes ou tonnes) et la quantité totale nette livrée déduction faites des rejets (en kilogrammes ou tonnes) doivent être indiquées.

Les quantités indiquées doivent prendre en compte toutes les décimales (Si le titulaire fait le choix d'exprimer le poids en tonnes, ce poids comporte 6 décimales et s'il opte pour le kilogramme, il comprend 3 décimales; la règle d'arrondis doit toujours être identique sur l'ensemble des documents et doit être permanente sur l'ensemble de la période d'exécution du marché).

Chaque bon de livraison fourni doit faire apparaître le constat de service fait, attestant que la livraison est réalisée et conforme. Le constat de service effectué par ou pour le compte de l'Association Bénéficiaire réceptionnaire (Association Bénéficiaire locale réceptionnaire ou entrepôt agissant pour le compte de l'Association Bénéficiaire) est matérialisée par l'apposition :

- de la date de réception des marchandises : la date est apposée par la personne en charge de la réception (entrepôt ou Association Bénéficiaire réceptionnaire locale), par une mention manuscrite ou tampon dateur (jj/mm/aaaa).
- de la signature et tampon de l'entrepôt ou de l'Association Bénéficiaire réceptionnaire locale.
- du(des) motif(s) de rejet

Les bons de livraison sont transmis par voie dématérialisée et doivent être lisibles. La numérisation des bons de livraison doit respecter l'ordre de l'état récapitulatif (bons de livraison classés par code postal dans l'ordre croissant).

Tout rajout ou rature doit être visé par le Titulaire (cachet + signature de la personne agissant pour le compte du Titulaire) et l'Association Bénéficiaire (cachet + signature de la personne agissant pour le compte de l'Association Bénéficiaire).

6 COURRIEL DE CERTIFICATION

Le représentant légal de l'Association Bénéficiaire (AB) siège ou son délégataire adressera, après contrôles, un courriel au Titulaire du marché pour formaliser la certification des données du dossier de paiement. Pour cela, les dossiers de paiement doivent être envoyés par courriel aux personnes avec qui le Titulaire est habituellement en contact au sein des AB et non pas par voie postale.

Ce courriel, une fois converti en version PDF, sera déposé sur le portail e-service avec les autres pièces du dossier. Le -courriel en version PDF doit être complet, c'est-à-dire comporter, en partie haute les différents destinataires et en partie basse, la signature électronique de l'expéditeur.

Ci-dessous le modèle de -courriel, reprenant les contrôles formalisés par l'AB siège :

«Madame, monsieur,

Après contrôles, la facture n°XXXXXX de la société XXXXXXXX pour le lot FSE + n°XXX est certifié conforme.

Etat récapitulatif des livraisons :

☒ Je certifie que les données indiquées dans les 7 premières colonnes sont conformes aux bons de livraison joints à la demande de paiement et aux enregistrements comptables de mon système de suivi informatisé.

Bon(s) de livraison et autorisation d'ajout d'un nouveau lieu de livraison :

L'ensemble des bons de livraisons listés dans l'état récapitulatif sont joints à la demande de paiement et les anomalies constatées ou les réserves y sont indiquées (le cas échéant).

De plus, en cas d'autorisation(s) d'ajout d'un nouveau lieu de livraison (cf. Articles 4.4.2 et 8.1.4 du CCAP), liée aux bons de livraisons, celle(s) ci est (sont) présente(s) et conforme(s).

Dans le cas où le département de l'adresse de livraison indiquée en haut du bon de livraison par le titulaire est différent du département figurant sur l'adresse du tampon de l'Association Bénéficiaire (AB) réceptionnaire ou de son délégataire, l'adresse effective de livraison est confirmée ci-dessous.

De plus, dans le cas où un bon de livraison porterait plus d'un tampon réceptionnaire avec un département de livraison différent, l'adresse effective de livraison est confirmée ci-dessous :

N° du bon de livraison	Adresse effective de livraison

A noter que le tableau ci-dessus doit être présent même si le dossier n'est pas concerné par la confirmation d'une adresse effective. En effet, le -courriel de certification trace l'ensemble des contrôles formalisés par l'AB.

7 POUR LES LOTS INDIQUES AU POINT 4.3.1 DU CCAP:

- **LA OU LES COPIE(S) DES RESULTATS D'ANALYSE SANITAIRE REALISEE PAR LE FABRICANT AUPRES D'UN LABORATOIRE ACCREDITE COFRAC OU EQUIVALENT**, demandées dans le cadre de l'article 4.3.1 du présent document. L'original doit être mis à disposition dans les locaux du Titulaire.

Chaque analyse doit mentionner :

- L'indication «Fonds social Européen plus 2025» en toutes lettres ou « FSE + 2025 » ;
- La dénomination du produit ;
- Le numéro de lot du marché FSE + (tel que référencé au marché : CCAP, CCTP) ;
- Le nom du Titulaire (mentionné dans l'acte d'engagement) ;
- Le nom de l'Association Bénéficiaire (ou acronyme) concernée ;
- Le numéro de lot de fabrication et la date de fabrication ;
- Le tonnage total du de lot de fabrication concerné ;
- La conclusion pour chacun des critères analysés demandés dans le cadre du marché (conforme/non conforme).

Les quantités indiquées doivent prendre en compte toutes les décimales. (Si le Titulaire fait le choix d'exprimer le poids en tonnes, ce poids comporte 6 décimales et s'il opte pour le kilogramme, il comprend 3 décimales ; la règle d'arrondis doit toujours être identique sur l'ensemble des documents et doit être permanente sur l'ensemble de la période d'exécution du marché).

- **LA FICHE DE SUIVI DU LOT DE FABRICATION**

La fiche de suivi à établir par le titulaire trace la quantité totale du ou des lots de fabrication utilisés, les consommations réalisées (c'est-à-dire la quantité de produit livrée pour la demande de paiement concernée et les demandes antérieures et en cours de transmission) puis la quantité de produit restant à distribuer (le solde). Elle indique également le N° du rapport d'analyse du lot de fabrication analysé (cf. modèle en annexe 2 au présent document).

Les quantités indiquées doivent prendre en compte toutes les décimales. (Si le Titulaire fait le choix d'exprimer le poids en tonnes, ce poids comporte 6 décimales et s'il opte pour le kilogramme, il comprend 3 décimales ; la règle d'arrondis doit toujours être identique sur l'ensemble des documents et doit être permanente sur l'ensemble de la période d'exécution du marché).

- **UN TABLEAU DE VENTILATION DES LOTS DE FABRICATION**

Le tableau de ventilation à établir par le titulaire, trace pour chaque lot de fabrication, sa ou ses consommations par bon de livraison présent dans la demande de paiement. (cf. modèle en annexe 3 au présent document).

Le Titulaire devra veiller à la cohérence des quantités indiquées (le tonnage total des bons de livraisons devant être égal au total de la ventilation des lots de fabrication des différents bons de livraison).

Les quantités indiquées doivent prendre en compte toutes les décimales. (Si le titulaire fait le choix d'exprimer le poids en tonnes, ce poids comporte 6 décimales et s'il opte pour le kilogramme, il comprend 3 décimales ; la règle d'arrondis doit toujours être identique sur l'ensemble des documents et doit être permanente sur l'ensemble de la période d'exécution du marché).

Article 7.2.2 Transmission des demandes de paiement par le Titulaire

Le Titulaire du marché transmet, **au plus tard le 31 décembre 2026** sous peine des pénalités prévues à l'article 9.7 du présent document :

 FranceAgriMer	FSE + 2025 Produits frais et surgelés	Code Doc CCAP	Page 39 / 51
--	--	--------------------------------	-------------------------------

1. ses demandes de paiement «complètes et conformes» via le e-service «Demandes de paiement ADEM» accessible depuis le portail Web de FranceAgriMer : <https://portailweb.franceagrimer.fr/portail/>,
2. parallèlement chaque facture sous forme électronique est déposée via <https://chorus-pro.gouv.fr/> (guide chorus pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/wp-content/uploads/2017/08/AIFE-Chorus-Pro-D%C3%A9poser-une-facture-unitaire-ou-lot-de-factures-structure-priv%C3%A9e.pdf>), conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter une demande de paiement dans le cas où celle-ci ne serait pas conforme aux dispositions suscitées.

Un défaut de lisibilité des pièces justificatives, définies à l'article 7.2.2 ci-dessus, fournies à l'appui de la demande de paiement constitue un motif de rejet. Aussi, le Titulaire doit s'assurer avant transmission, de leur lisibilité.

Article 7.2.4 Délai de paiement et intérêts moratoires

Conformément aux articles L. 2192-10 et R.2192-10 du code de la commande publique, le paiement des sommes dues au titulaire au titre du présent marché est effectué dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la date de réception par le Pouvoir adjudicateur de l'ensemble des pièces composant la demande de paiement.

Le Pouvoir adjudicateur interrompt le délai de paiement conformément aux articles R. 2192-27 à R. 2192-29 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement est non conforme c'est à dire ne comporte pas l'ensemble des pièces prévues à l'article 7.2.1 du présent marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours (hors cas de demande non conforme) fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Ainsi, le Pouvoir adjudicateur devra au Titulaire du marché :

- des intérêts moratoires calculés en fonction du nombre de jours de retard et appliqués au montant qui subit le retard selon la formule de calcul suivante : **montant TTC dû x (nombre de jours de retard / 365) x taux des intérêts moratoires de la banque centrale européenne**, en vigueur au 1^{er} jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.
- une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement qui s'ajoute systématiquement aux intérêts moratoires.

Article 7.3 Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles L. 2191-8 et R. 2191-45 du code de la commande publique. La personne compétente pour fournir les renseignements et le comptable chargé du paiement sont désignés à l'acte d'engagement du marché.

Article 8 - Modification du marché

Article 8.1 Clauses de réexamen

En application à l'article L. 2194-1 et à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme d'une clause de réexamen.

Une modification des dispositions prévues ci-après pourra être envisagée, lorsqu'elles sont rendues nécessaires par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans le but de compenser les surcoûts imprévisibles supportés par le contractant.

Article 8.1.1 Changement d'indice des prix

Lorsque les indices de prix prévus à l'article 3.5.3 du CCAP sont modifiés ou supprimés par l'organisme émetteur (INSEE, RNM), il sera fait application de l'indice de prix de remplacement proposé par les organismes émetteurs ou de l'indice le plus proche du produit concerné. Cette modification n'a pas à être formalisée par l'élaboration d'un avenant.

Article 8.1.2 Modification de la réglementation

Toute évolution réglementaire en matière de sécurité, d'hygiène alimentaire et de consommation citée à l'article 4 du présent document est appliquée en cours d'exécution du présent marché. L'évolution réglementaire s'impose au Titulaire du marché. Cette modification n'a pas à être formalisée par l'élaboration d'un avenant.

Article 8.1.3 Prolongation de la date d'exécution des livraisons

La date limite d'exécution de chacune des périodes de livraison fixée au marché peut faire l'objet d'une prolongation de 2 mois maximum en cas de circonstance imprévisible (incendie, inondation, pandémie, pénurie...).

La demande de prolongation du délai de livraison doit être effectuée et par le Titulaire par écrit (courrier ou courriel) auprès du Pouvoir adjudicateur qui notifie par courriel sa décision.

Le Titulaire obtient par écrit (courrier ou courriel) l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après la date limite d'exécution des livraisons fixée.

Article 8.1.4 Modification ou ajout d'un lieu de livraison

1) Ajout d'un lieu de livraison au calendrier **contractuel**

L'ajout d'un lieu de livraison au calendrier contractuel, ayant pour conséquence **le dépassement du nombre maximum de lieux de livraison prévu au marché**, est possible en raison de circonstance imprévisible (incendie, inondations, pandémie, pénurie...).

La demande de l'Association Bénéficiaire est formalisée par l'envoi d'un courriel de demande d'ajout d'un lieu de livraison au Titulaire du marché avec copie au Pouvoir adjudicateur (et à la DGCS).

Suite à la réception du courriel de demande et du courriel d'acceptation du Titulaire, le Pouvoir adjudicateur instruit la demande et communique sa décision (validation ou non), par courriel, à l'Association Bénéficiaire et au Titulaire avec la DGCS en copie.

En cas de validation, l'ajout de lieu est formalisé par voie d'avenant entre le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire du marché.

2) Ajout d'un lieu de livraison au calendrier **opérationnel**, dans le respect du nombre maximum de lieux prévus

L'ajout d'un lieu de livraison **non prévu au calendrier opérationnel de livraison, mais respectant le nombre de lieux prévus au calendrier contractuel**, en cours de campagne est possible dans les cas suivants :

Le nombre de lieux de livraison par lot FSE + et par région prévu à l'article 3 du CCTP peut évoluer notamment lorsqu'un entrepôt n'est plus disponible (par exemple : Déménagement, saturation de stock, déménagement, incendie, inondations, pandémie...).

Pour modifier ou ajouter un lieu de livraison en cours de campagne, non prévu dans le calendrier opérationnel par lot FSE +, l'Association Bénéficiaire doit établir une demande d'autorisation d'ajout d'un lieu de livraison et figurant en annexe n°1 du présent document.

La proposition d'ajout d'un lieu de livraison par l'Association Bénéficiaire doit respecter les conditions suivantes :

- Le nouveau lieu de livraison répond aux conditions attendues pour réceptionner le type de produit du lot FSE + concerné ;
- Le nouveau lieu de livraison est compris dans le nombre de lieux de livraison défini au calendrier contractuel pour la région et le lot FSE + concerné.

De plus, la demande d'autorisation d'ajout d'un lieu de livraison doit obligatoirement :

- être effectuée et remplie par l'Association Bénéficiaire avant livraison, puis complétée et acceptée par le Titulaire du marché, qui la transmettra au Pouvoir adjudicateur pour validation ;
- être signée par la personne habilitée à engager l'Association Bénéficiaire ;
- être validée par le Pouvoir adjudicateur avant les livraisons effectives.

Après instruction favorable, le Pouvoir adjudicateur adresse par courriel l'autorisation d'ajout d'un lieu de livraison visée par l'ensemble des parties à l'Association Bénéficiaire ainsi qu'au Titulaire du marché.

Dans le cas où le Pouvoir adjudicateur ne donne pas son accord, il en informe également l'Association Bénéficiaire et le Titulaire du marché par courriel.

Sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur, le Titulaire ne peut en aucun cas prendre en compte une demande d'ajout d'un lieu de livraison non prévu au calendrier opérationnel de la part de l'Association Bénéficiaire.

La copie de la demande d'autorisation d'ajout d'un lieu de livraison est adressée au Pouvoir adjudicateur par courriel à l'adresse communiquée à la notification.

Cette modification n'a pas à être formalisée par voie d'avenant.

Article 8.1.5 Modification du laboratoire d'analyse

Pour changer le laboratoire déclaré dans l'offre du Titulaire, ce dernier adresse une demande argumentée au Pouvoir adjudicateur. La réponse du Pouvoir adjudicateur (validation ou non) est communiquée au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou courriel avec accusé de lecture. Cette modification n'a pas à être formalisée par voie d'avenant.

Article 8.1.6 Modification d'un intervenant, d'un maillon de l'exécution

Tout changement d'un intervenant indiqué dans l'offre du Titulaire intervenant dans le cadre de l'exécution du marché (exemple : coordonnées du nouveau fabricant) doit faire l'objet d'une communication au Pouvoir adjudicateur adressé par courrier recommandé avec accusé de réception ou courriel avec accusé de lecture.

La réponse du Pouvoir adjudicateur (validation ou non) est communiquée au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou courriel avec accusé de lecture. Cette modification n'a pas à être formalisée par voie d'avenant.

Article 8.1.7 Substitution d'un produit fini non disponible

Lorsque le produit fini faisant l'objet d'un lot du marché, connu par son origine, ses caractéristiques propres ou son fabricant, n'est plus disponible, le Titulaire en informe le Pouvoir adjudicateur **par écrit et sans délai**, indique les raisons de l'indisponibilité et propose un produit de remplacement d'effet équivalent (au sens de l'usage consommateur). Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le produit de remplacement et de demander au Titulaire de faire une nouvelle proposition de remplacement jusqu'à acceptation par le Pouvoir adjudicateur.

Le refus est communiqué au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou courriel avec accusé de lecture.

La substitution du produit fini non disponible est constatée par un avenant signé du Titulaire et du Pouvoir adjudicateur.

Article 8.1.8 Modification de la fiche logistique

Toute modification de la fiche logistique remise par le Titulaire à l'appui de son offre doit faire l'objet d'une communication au Pouvoir adjudicateur adressé par courrier recommandé avec accusé de réception ou courriel avec accusé de lecture. La réponse du Pouvoir adjudicateur (validation ou non) est communiquée au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou courriel avec accusé de lecture. Cette modification n'a pas à être formalisée par voie d'avenant.

Article 8.1.9 Modification des emballages et/ou des étiquettes des unités de consommation (UC), des unités de conditionnement (PCB) ou des palettes

Toute modification des emballages et/ou des étiquettes des UC, des PCB ou des palettes validées par le Pouvoir Adjudicateur doit faire l'objet d'une demande au Pouvoir adjudicateur adressé par courrier recommandé avec accusé de réception ou courriel avec accusé de lecture. La réponse du Pouvoir adjudicateur (validation ou non) est communiquée au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou courriel avec accusé de lecture. Cette modification n'a pas à être formalisée par voie d'avenant.

Article 8.2 Cession du marché

Par cession du marché, on entend tout remplacement du Titulaire par un tiers au marché en cours d'exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du Titulaire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Elle ne saurait être assortie d'une

remise en cause des éléments essentiels du marché initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession du marché ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et exprès du Pouvoir adjudicateur qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés sont les mêmes que ceux qui ont été exigés des candidats au présent marché à l'appui de leur dossier de candidature.

Le Pouvoir adjudicateur dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui doit être formulée par le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le Titulaire ne peut se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

La cession est constatée par un avenant signé du cédant, du cessionnaire et du Pouvoir adjudicateur.

Article 9 – Pénalités

Article 9.1 Dispositions générales et modalités d'application des pénalités

Les pénalités ont pour but de garantir au Pouvoir adjudicateur le respect par le Titulaire du marché des stipulations contractuelles.

Les événements et incidents générant les pénalités ci-dessous fixées sont réputés être imputables au Titulaire, à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire.

Si les événements et incidents engendrent l'application de plusieurs pénalités pour le même fait générateur, seule la pénalité financière la plus forte est appliquée.

Le paiement des pénalités est indépendant des autres sanctions auxquelles les manquements du Titulaire peuvent donner lieu, notamment la résiliation (article 10 du CCAP) et les réparations des dommages causés aux Associations Bénéficiaires (article 6.3 du CCAP).

La pénalité est non révisable et elle n'est pas soumise à la TVA.

Le montant des pénalités est déduit des paiements à effectuer par le Pouvoir adjudicateur. Dans le cas où le paiement a été effectué, le Pouvoir adjudicateur demande le versement au Titulaire du marché du montant des pénalités notifiées.

Article 9.2 Pénalités pour non-respect de la répartition des livraisons par région administrative prévue au calendrier contractuel

La répartition des quantités livrées par région administrative pour la période de livraison pour chaque lot de marché figurant dans le calendrier contractuel de l'article 3 du CCTP doit être respectée par le Titulaire du marché.

À la fin de la période d'exécution des livraisons du marché, le Pouvoir adjudicateur s'assure du respect de la répartition des livraisons effectuées en comparant les calendriers contractuels par lot de marché FSE + figurant à l'article 3 du CCTP avec les livraisons réalisées.

Conformément à l'article 4.4.2.1 du présent document, **une tolérance pour les quantités non-livrées** de maximum 7 tonnes (ou milliers de litres) ou 1,50 % de la quantité prévue au calendrier contractuel **est acceptée par région administrative** par le Pouvoir adjudicateur (prise en compte de la tolérance la plus avantageuse). **Tout écart** entre les quantités prévues au calendrier contractuel

et les quantités effectivement livrées pendant la période de livraison expose le Titulaire à des pénalités (absence de tolérance).

En cas de non-livraison supérieure à la tolérance fixée par région administrative, le Pouvoir adjudicateur applique une pénalité [P] dont le montant maximum est calculé comme suit :

$$P = (\text{Prix HT par tonne ou milliers de litres figurant sur l'AE} \times [\sum (\text{valeurs absolues des écarts constatés relatifs aux sous-livraisons supérieures à la tolérance} - \text{tolérance})]) \times 2\%$$

Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure, sur simple constat par le Pouvoir adjudicateur. Le Titulaire conserve des preuves écrites pouvant lui permettre de s'exonérer de cette pénalité, notamment lorsque la modification de la répartition des livraisons incombe à l'Association Bénéficiaire. Il doit impérativement réaliser un suivi des livraisons par période et par lot du marché FSE +.

Exemple :

Région	Période 1						Commentaire
	Calendrier contractuel	Livraisons effectuées	Ecart	Ecart en valeur absolue	Tolérance	Pénalité	
	Quantité en tonne ou milliers de litres [A]	Quantité en tonne ou milliers de litres [B]	Quantité en tonne ou milliers de litres [B-A]	Quantité en tonne ou milliers de litres [C= B-A]	Quantité en tonne ou milliers de litres [D]	Quantité en tonne ou milliers de litres [E=C-D]	
Auvergne Rhône Alpes	95,00	93,00	-2,00	2,00	7,00	0,00	Quantité en sous-livraison inférieure à la tolérance
Corse	58,00	59,00	1,00				Trop livré
Ile de France	34,00	33,00	-1,00	1,00	7,00	0,00	Quantité en sous-livraison inférieure à la tolérance
Nouvelle-Aquitaine	115,00	100,00	-15,00	15,00	7,00	8,00	Quantité en sous-livraison supérieure à la tolérance. Prise en compte de la valeur absolue de l'écart déduction faite de la tolérance
Occitanie	105,00	110,00	5,00				Trop livré
Pays de la Loire	87,00	79,00	-8,00	8,00	7,00	1,00	Quantité en sous-livraison supérieure à la tolérance. Prise en compte de la valeur absolue de l'écart déduction faite de la tolérance
Réunion	11,00	31,00	20,00				Trop livré
TOTAL	505,00	505,00					
Quantité (tonne ou milliers de litres) pris en compte pour le calcul de la pénalité						9,00	

Article 9.3 Pénalités pour non-respect de la répartition des livraisons prévue au calendrier opérationnel

Conformément à l'article 4.4.4 du présent document, lorsque le Pouvoir adjudicateur est informé par l'Association Bénéficiaire du non-respect par le Titulaire des délais de livraisons fixés par le calendrier opérationnel, le Pouvoir adjudicateur applique une pénalité [P] dont le montant maximum est calculé comme suit :

$$P = [\text{Prix HT par tonne ou millier de litres figurant sur l'acte d'engagement} \times \text{quantité non livrée}] \times 1\%$$

Article 9.4 Pénalités pour le non-respect du délai de re-livraisons convenu avec les Associations Bénéficiaires dans le cadre de la gestion des non-conformités des articles 6.2

Lorsque le remplacement de la marchandise intervient en dehors du délai convenu avec l'Association Bénéficiaire, cette dernière informe le Pouvoir adjudicateur qui détermine le montant de la pénalité due.

Le Pouvoir adjudicateur applique la pénalité [P] dont le montant maximum est calculé comme suit :

$$P = [\text{Prix HT par tonne ou millier de litres figurant sur l'acte d'engagement} \times \text{quantité non livrée}] \times 1\%$$

Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure et court de plein droit à compter du lendemain du délai convenu avec l'Association Bénéficiaire. Au-delà de 15 jours calendaires suivant le délai convenu, la marchandise est déclarée non livrée et le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer la pénalité de l'article 9.5 du CCAP.

Le Titulaire conserve des preuves écrites pouvant lui permettre de s'exonérer de cette pénalité notamment, lorsque le retard des livraisons incombe à l'Association Bénéficiaire.

Article 9.5 Pénalités pour non-livraison

En cas d'absence de livraison, constatée au-delà des 15 jours calendaires suivant la date de fin d'exécution des livraisons (31 août 2024) ou suivant le délai de re-livraison convenu entre les Associations Bénéficiaires et le Titulaire, le Pouvoir adjudicateur applique la pénalité [P] dont le montant est calculé comme suit :

$$P = (\text{Prix HT par tonne ou millier de litre figurant sur l'acte d'engagement} \times \text{quantité totale non livrée}) \times 20\%$$

Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure et court de plein droit à compter du lendemain des 15 jours calendaires. Le Titulaire conserve des preuves écrites pouvant lui permettre de s'exonérer de cette pénalité notamment, lorsque le retard des livraisons incombe à l'association bénéficiaire.

Article 9.6 Pénalités pour non-conformité du produit livré

9.6.1. Pénalités pour méconnaissance des modalités de conditionnement, marquage des produits, emballage des produits finis, colisage ou palettisation

Tout produit livré ne respectant pas le conditionnement, le marquage, l'emballage des produits, le colisage ou la palettisation est déclaré non conforme aux conditions validées après notification par le Pouvoir adjudicateur. Le Pouvoir adjudicateur applique la pénalité [P] dont le montant maximum est calculé comme suit :

$P = (\text{Prix HT par tonne ou millier de litre du produit figurant à l'acte d'engagement} \times \text{quantités du lot FSE + non-conformes}) \times 2\%$

Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure, à la suite de la procédure de l'article 6 du présent document relatif à la gestion des non-conformités sur simple constat de la défaillance du Pouvoir adjudicateur.

9.6.2. Pénalités pour non-conformité de composition ou sanitaire du produit

Toute non-conformité sanitaire ou de composition du produit peut faire l'objet d'une pénalité. Ainsi, le Pouvoir adjudicateur applique la pénalité [P] dont le montant maximum est calculé comme suit :

$P = (\text{Prix HT par tonne ou millier de litre figurant sur l'acte d'engagement} \times \text{quantités du lot FSE + non-conformes}) \times 5\%$

Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure, à la suite de la procédure de l'article 6 du présent document relatif à la gestion des non-conformités sur simple constat de la défaillance du Pouvoir adjudicateur.

Article 9.7 Pénalités pour non-respect de la date limite de réception des demandes de paiement

Toute demande de paiement déposée après le **31 décembre 2026** pourra faire l'objet d'une pénalité [P] dont le montant maximum est calculé comme suit :

$P = ((\text{Prix HT par tonne ou millier de litre figurant sur l'acte d'engagement} \times \text{quantités concernées par le non-respect de la date limite de réception}) \times \text{nombre de jours calendaires de retard}) \times 1\%$

Cette pénalité est applicable sans mise en demeure à compter du lendemain de la date limite de réception des demandes de paiement fixée à l'article 7.2.3 du présent document. Le Titulaire s'assure de conserver des preuves écrites, permettant de s'exonérer de cette pénalité notamment, lorsque le retard incombe à l'Association Bénéficiaire.

Article 9.8 Pénalité pour non transmission des maquettes des emballages et des étiquettes de livraison dans le délai imparti

En cas de non transmission de l'étiquette des unités de consommation (UC), des colis de regroupement (cartons) et des palettes par le Titulaire, constatée au-delà de 30 jours calendaires suivant la date de notification du marché, le Pouvoir adjudicateur applique une pénalité forfaitaire de 100 euros / jour de retard.

Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure et court de plein droit à compter du lendemain des 30 jours calendaires et se termine à la réception des 3 documents conformes.

$P = \text{nombre de jours calendaires de retard} \times 100 \text{ euros}$

Exemple: si la date de notification est le 01/06/2025 et que la date butoir est le 30/06/2025, la pénalité commence à courir au 01/07/2025. Elle se termine seulement lorsque les 3 documents ont été reconnus conformes par le Pouvoir adjudicateur (Étiquette, UC, colis et palette).

Article 9.9 Pénalité pour transmission d'analyses sanitaires et/ou de composition non conformes sans signalement au Pouvoir adjudicateur

En cas de transmission d'une analyse sanitaire et/ou de composition mentionnant « NC » (non conforme) transmis au pouvoir adjudicateur sans explication qui justifierait la conformité du

produit fini, ce dernier applique une pénalité dont le montant est établi sur la base d'un taux forfaitaire de 500 € par « NC » non justifiée.

Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure et court de plein droit à compter du lendemain de la date du constat par le pouvoir adjudicateur.

Article 9.10 Décompte des pénalités

Un décompte des pénalités sera notifié par courrier ou par courriel avec accusé de réception au Titulaire du marché afin de préciser la pénalité appliquée ainsi que son montant. Ce décompte est nécessaire pour l'émission de titres de recettes au comptable assignataire du Pouvoir adjudicateur afin qu'il procède au recouvrement de la dette.

Article 9.11 Non application des pénalités

Si au regard des observations et preuves apportées par le titulaire, le pouvoir adjudicateur conclut que ce-dernier a démontré qu'il n'est pas responsable des non-conformités mentionnées dans le présent CCAP, les pénalités prévues à l'article 9 du présent CCAP ne lui seront pas appliquées.

Article 10 - Résiliation

Article 10.1 Dispositions générales

Conformément aux articles L. 2195-1 et suivants du code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur peut résilier le présent marché dans les conditions décrites ci-dessous.

Dans les hypothèses de résiliation ouvrant droit à indemnisation du Titulaire, si les parties contractantes au présent marché ne parviennent pas, dans un délai de 6 mois à compter de la date de résiliation, à un accord sur le montant de l'indemnisation, le Titulaire perçoit, à sa demande, le montant que le Pouvoir adjudicateur a proposé.

La décision de résiliation est notifiée au Titulaire par le Pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception.

Article 10.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Le Pouvoir adjudicateur peut à tout moment, , mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant la fin de celui-ci, par une décision de résiliation du marché pour motif d'intérêt général.

Le Titulaire peut percevoir une indemnité de résiliation calculée d'un montant maximum comme suit :

Indemnités : (montant initial HT du marché - montant HT non révisé des quantités déjà livrées) x 5 %

Article 10.3 Résiliation pour événements extérieurs au marché

Le marché peut être résilié pour les motifs suivants :

- Le décès ou l'incapacité civile du Titulaire. Le Pouvoir adjudicateur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Si la résiliation est prononcée, elle prend effet à la date du décès du Titulaire ou de son incapacité civile ;
- L'incapacité physique manifeste et durable du Titulaire compromettant la bonne exécution du marché peut donner lieu à résiliation du marché par le Pouvoir adjudicateur ;
- Le redressement judiciaire. Le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à compter soit de la date de la décision expresse de l'administrateur de ne pas poursuivre le marché ou à l'expiration du délai de réponse d'un mois dont il dispose pour se prononcer ;
- La liquidation judiciaire. Le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce ;
- La force majeure, qui met le cocontractant de l'administration judiciaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution du marché public, pour des raisons imprévisibles, irrésistibles, indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés. S'il le demande, le Titulaire peut être indemnisé pour le préjudice qu'il a subi en raison de la résiliation du marché pour ce motif.

A l'exception de la résiliation pour force majeure, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Article 10.4 Résiliation pour faute du Titulaire du marché

Le marché peut également être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les cas suivants :

- non-respect des obligations légales ou réglementaires relatives aux conditions de travail prévues à l'article 3.6.1 du présent document ;
- non production des attestations d'assurance requises par l'article 3.7 du présent document ;
- obstruction à l'exercice d'un contrôle par le Pouvoir adjudicateur ou toute autre autorités compétentes ;
- constats d'actes frauduleux, auxquels il s'est livré à l'occasion du marché, portant sur la nature, la conformité ou la quantité des produits objets du marché, détectés suites aux contrôles prévus aux articles 4 et 5 du présent document ;
- non communication des modifications mentionnées à l'article 3.2.3 du présent document si celles-ci sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché,
- déclaration émanant du Titulaire, indépendamment des cas prévus ci-avant à l'article 10.3, de ne pas pouvoir exécuter ses engagements, constat d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale postérieurement à la signature du marché ;
- inexactitude des documents et renseignements mentionnées aux articles R2143-3 à R2143-12 du code de la commande publique ou refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail ;
- en cas de refus de produire éléments prévus à l'article D. 8254-2 ou à l'article D. 8254-3 du code du travail.
- en cas de non-respect des modalités prévues à l'article 3.5.2 «Contenu de prix» et plus précisément lorsque le Titulaire établi en dehors de l'Union Européenne, n'inclut pas dans le

prix proposé et facture séparément, les frais correspondants aux opérations nécessaires à l'importation des denrées relevant du marché conclu avec l'Etablissement au sein de l'Union Européenne.

La résiliation pour faute du Titulaire ne fait pas obstacle à l'exercice des actions en responsabilité qui pourraient être intentées contre le Titulaire par le Pouvoir adjudicateur.

Article 10.5 Décompte de résiliation

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par le Pouvoir adjudicateur et notifié au Titulaire.

Dans le cas où le montant d'avance versé au Titulaire conformément à l'article 7.1 du présent CCAP n'est pas remboursé dans sa totalité, le montant restant à régulariser est remboursé par le Titulaire au Pouvoir adjudicateur sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités.

La notification du décompte par le Pouvoir adjudicateur au Titulaire doit être faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Le cas échéant, les pénalités pour retard de livraison sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Article 11 - Prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité

Dans une démarche de prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité FranceAgriMer dispose d'une charte de déontologie des achats.

Ce document est porté à votre connaissance en annexe 7.

Article 12 - Litiges et attribution de juridiction

Le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. Pour se faire, il leur est possible de recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Tout différend découlant du présent marché qui n'aurait pu être réglé à l'amiable relève de la compétence du Tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES

[Annexe 1 : Demande d'autorisation d'ajout d'un lieu de livraison](#)

[Annexe 2 : Modèle fiche de suivi d'analyse relative à l'hygiène et à la sécurité sanitaire](#)

[Annexe 3 : Tableau de ventilation des lots de fabrication](#)

[Annexe 4 : Etat récapitulatif des livraisons](#)

[Annexe 5 : Fiche pratique sur l'étiquetage des denrées alimentaires](#)

[Annexe 6 : Clauses relatives aux données protégées](#)

[Annexe 7 Prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité](#)